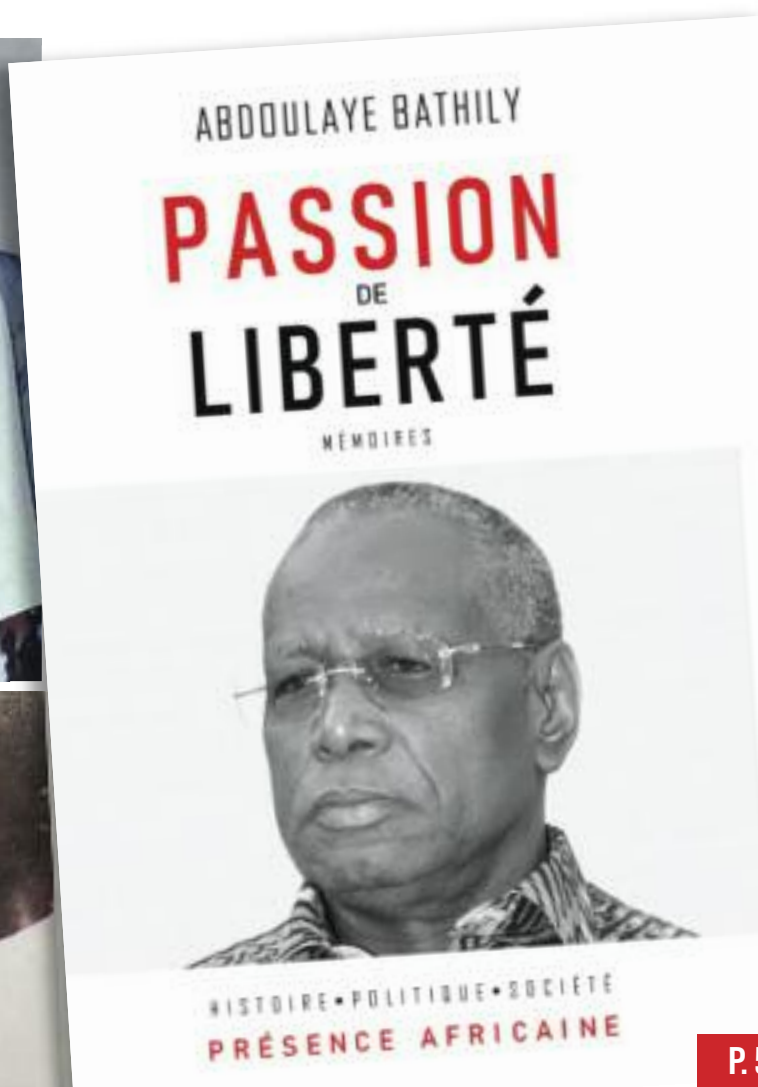




COULISSES DE L'ALTERNANCE EN 2000

Bathily raconte la chute de Diouf



P.5

Dans ses mémoires, "Passion de Liberté", Pr Bathily lève plusieurs pans de l'histoire politique du pays. Me Abdoulaye Wade était fauché et snobé. La marche vers le pouvoir et la valse des défections (Serigne Diop, Me Ousmane Ngom, Jean-Paul Dias). Marches bleues avec des poches vides...

ÉDITO PAR MAHMOUDOU WANE

ANNIVERSAIRE DE "ENQUÊTE"

Onze ans et l'avenir devant soi...

Parcourir le fil de vie d'un journal, c'est juger la permanence de la profession de foi qui l'a enfanté, interroger la pertinence de son sens éditorial, jauger la valeur ajoutée supposée que sa publication a engendrée au sein de l'opinion publique et se projeter dans les avènements proposés tout en vivant l'instant d'aujourd'hui avec l'humilité sacerdotale de l'historien du présent. [\(lire à la page 3\)](#)

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Du juge incompetent au juge omnipotent !

● Manif Du 8 Juin : les manœuvres secrètes des militants de YAW



P.3

CESSION DE 3 HECTARES SUR LE SITE DE LE DANTEC

L'État veut engranger 30 milliards



P.2

EN PROFONDEUR GESTION DES URGENCES DANS LES HÔPITAUX

À la recherche du temps perdu

P. 8,9,10,11



CP : Francetvinfo

PROJET DE CESSION DE 3 HECTARES SUR LE SITE DE LE DANTEC

L'État veut engranger 30 milliards F CFA



Trente milliards de francs CFA, c'est le montant que l'État veut engranger dans

l'opération de vente d'une partie de la surface foncière de Le Dantec, pour assurer le financement de la

reconstruction d'un nouvel hôpital sur le site. Du coup, selon une source proche du dossier, l'État pourrait bien se passer d'emprunt et de montages financiers complexes pour renforcer le plateau médical de cet hôpital qui est bien connu et très fréquenté.

Trois hectares seront ainsi vendus, selon la procédure fixée par l'avis déjà publié dans la presse. Les 3,5 ha restants doivent constituer le site d'un hôpital plus moderne. L'argent issu de la vente des terrains dont le prix au mètre carré ne devrait pas être en dessous de 1 million, sera hébergé dans un compte dédié. Plusieurs réunions se tiennent dans quelques jours entre les différents acteurs impliqués dans le projet dont le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis), le ministère de la Santé et l'administration de l'hôpital. ■

AMINATA MBENGUE NDIAYE

Le temps d'un weekend prolongé, le Comité directeur du PS s'est déplacé à Guédiawaye. Lors d'une rencontre, la secrétaire générale du Parti socialiste a soutenu que tout le monde peut reconnaître le travail que leur parti joue au sein de Benno Bokk Yaakaar. D'après Aminata Mbengue Ndiaye, ses camarades et elle suivent encore le chemin tracé par feu Ousmane Tanor Dieng. Il leur avait demandé, d'après elle, de tout faire pour qu'en cas d'éclatement au sein de Benno Bokk Yaakaar, que cela ne vienne pas des socialistes. "Nous allons tout faire pour que BBY continue d'être debout. L'autre chose est que nous engageons tous les membres du PS, nos militants d'ici et d'ailleurs, à se lever et faire un bloc pour gagner ces élections. Ceci va nous aider à continuer notre mandat jusqu'en 2024. Et je pense que vous ne souhaitez pas à Macky une cohabitation. Donc, restez unis et travaillez pour qu'une pareille chose ne puisse pas arriver. Guédiawaye doit être parmi les premières villes au Sénégal à nous donner une majorité confortable à l'Assemblée nationale. Nous disons à Aliou Sall de se lever et d'associer tous les militants pour faire triompher la victoire. Je le connais et je sais ce dont il est capable. Je ne doute pas de ses capacités, car j'ai eu à faire des voyages avec lui", a indiqué la SG du PS. Selon qui le voyage du président Macky Sall en Russie en tant que président de l'Union africaine, de même que le succès du khalife des niassènes, Cheikh Mahi Niass sur la résolution de la crise au Soudan sont des fiertés pour les Sénégalais. Cela signifie, selon elle, que le Sénégal est un pays fort, avec des leaders forts et qui se font respecter.

AMINATA MBENGUE NDIAYE (SUITE)

Pour sa part, la tête de liste de la coalition BBY de Guédiawaye pour les prochaines joutes législatives, a promis une victoire au soir du 31 juillet prochain. Selon Néné Fatoumata Tall, BBY va faire la remontada face à l'opposition.

"C'est vrai que nous avons perdu les Locales, mais pas parce qu'on n'a pas bien travaillé, qu'on ne soutient pas la population. On sait pourquoi nous avons perdu et nous le gardons jalousement jusqu'au 31 juillet prochain. Madame la Présidente, dites au président Macky Sall que la remontada aura lieu à Guédia-waye. C'est la raison pour laquelle je lance un appel à l'endroit des jeunes et des femmes. Pour ces dernières, Macky ne nous doit plus rien. Il a mis à la tête nationale et à la troisième place (Aida Sow Diawara) des femmes, ainsi que moi-même. Il faut également saluer le nombre impressionnant de jeunes qui ont été investis. Donc, nous devons lui rendre la monnaie de sa pièce. N'acceptez pas qu'on vous manipule. Cette élection va au-delà de nos personnes. Le président a besoin de cette victoire. Nous de Guédiawaye, nous lui devons cela", a soutenu la ministre de la Jeunesse. La rencontre a enregistré la présence des députés Aida Sow Diawara, qui organisait la manifestation, Yéya Diallo, Mame Bounama Sall, le ministre Serigne Mbaye Thiam, l'ancien maire Aliou Sall, le maire de la commune de Wakhinane Nimzatt Racine Talla, entre autres.

PLAINTÉ COLLECTIVE

Le Collectif de défense du foncier des Parcelles-Assainies de Keur Massar Rufisque 1, Darou Thioub, Médina Thioub et Kaay Baax ont porté plainte contre un promoteur. Selon leur porte-parole, ils ont choisi la voie régulière qu'est la société nationale SN/HLM pour l'obtention de leur titre de propriété foncière. Suivant un programme de l'État du Sénégal, la SN/HLM leur a affecté des terrains sur le site de Jaxaay des Parcelles-Assainies. Les acquéreurs qu'ils sont, ont fait confiance, selon Malick Cissé, à l'État et ont investi des millions pour mettre leurs familles respectives sous un toit décent. "Depuis quelques jours, une nouvelle campagne de désinformation est en cours tentant de faire croire qu'une décision vient d'annuler un décret présidentiel, le rendant caduc. Si tel était le cas,

cela sera une première dans la République sénégalaise. Nous, résidents de Parcelles Jaxaay, prenons à témoin l'opinion publique nationale et internationale que nous n'admettrons aucune incursion de tierce personne qui tenterait pour quel que motif que ce soit de faire main basse sur une quelconque parcelle. Nous signalons que toutes les parcelles des 27 unités sont totalement attribuées. Aucune poche vide ne se trouve dans la zone. Nous sommes respectueux des lois et règlements de notre pays. Nous ne souhaitons faire aucune ingérence dans les travaux d'indemnisation des ayants droit, ceci est du ressort de l'État. Tout individu qui pense être un ayant droit de cette indemnisation doit s'adresser à qui de droit, mais encore une fois, nous ne tolérerons aucune ingérence dans nos cités que nous souhaitons calmes et propices au bon développement de nos progénitures", a indiqué M. Cissé.

PLAINTÉ COLLECTIVE (SUITE)

Selon lui, l'État du Sénégal, à l'instar de toutes les Républiques, fonctionne et œuvre pour le bien-être de ses populations dans le respect strict des droits et devoirs de chaque citoyen, poursuit-il. Ainsi, renseigne-t-il, c'est en 1997 que le Sénégal, dans sa politique d'habitat, a initié le projet de Parcelles-Assainies de Keur Massar Rufisque. Le 12 novembre 1997, l'État du Sénégal prend un arrêté administratif stipulant le décret 97119 déclarant d'utilité publique le Programme d'aménagement des Parcelles-Assainies de Rufisque, expropriant tous les terrains du site dont le fameux TF1451/R. Dès cet instant, tout propriétaire perd son titre et se trouve sur la liste des ayants droit à indemniser. L'État du Sénégal confie le dossier d'érection des parcelles assainies à la SN/HLM qui, conformément aux lois et à la réglementation en vigueur, a viré au Trésor public le montant total d'indemnisations concernant le TF1451/R. Dès lors, la SN/HLM détient le droit juridique d'aménager et d'attribuer en parcelles

d'habitation le site en question, soutient-il.

CITÉ TOUBA ALMADIES

En 2008, la TSE avait vendu, à plus de 300 familles, des villas au niveau de Touba Almadies. On avait promis à cette population un certain nombre d'infrastructures, à savoir des systèmes de voirie complets, d'assainissement et des espaces publics d'équipements qui étaient au nombre de cinq. Ces derniers devraient abriter, entre autres, une école coranique, une structure de santé, une mosquée et d'autres aménagements paysagers. Mais il s'est trouvé, selon le président de la cité Touba Almadies et chef de quartier, que rien de cela n'a été fait, 14 ans après par le promoteur. Il a fallu, selon Alexy B. Mamady, que les résidents eux-mêmes le fassent. Pis, les cinq espaces publics doivent être morcelés par le promoteur qui veut les vendre, alors que cela ne faisait pas partie du contrat. "Le promoteur veut détruire nos espaces sportifs, verts, notre école coranique et le jardin, pour en faire un espace immobilier. Ce que nous n'allons pas accepter, car cela fait partie de notre investissement. C'est un bien public qui appartient à notre communauté. Le promoteur veut l'accaparer pour ses propres intérêts. Nous allons faire face avec les moyens légaux. C'est des espaces d'équipements qui ont des objectifs bien déterminés. Donc, nous allons nous battre pour les garder. Il veut détruire tout ce qui a été fait dans ces espaces. Il est hors de question qu'il le transforme en lotissement. Il nous trouvera sur place. Ces espaces nous appartiennent et nous allons les garder. Force restera à la loi", a promis M. Mamady.

SONATEL

Comme elle le fait lors des événements religieux de grande envergure, la Sonatel a renforcé les capacités de ses réseaux à Popenguine, pour permettre aux pèlerins d'avoir des services de qualité. Ainsi, "un dispositif de renforcement des capacités réseaux avec quatre moyens mobiles temporaires déployés pour l'événement, dont trois à l'intérieur de Popenguine et le dernier sur l'axe depuis Nguekhokh", ont été mis en place, "en plus des extensions capacitaires sur la 4G concernant l'ensemble des sites permanents de Popenguine (rajout couche LTE2600)", apprend-t-on dans un communiqué reçu hier. Une hausse globale de 110 % sur la capacité 4G et de 80 % sur la capacité 3G, et celles des capacités du réseau de transport/IP a également été renforcée sur la Petite Côte. En outre, "un dispositif de télésurveillance renforcée du réseau qui aura pour but de mobiliser l'ensemble des experts du réseau sur un pont téléphonique de coordination (avant, pendant et après). Un dispositif d'analyse et de traitement des plaintes client (temps réel) pour recueillir les remontées client au fil de l'eau et faire un feedback après traitement pour le pilotage et la coordination des actions. Enfin, un dispositif spécial d'intervention est monté avec une permanence technique sur Popenguine". Aussi, "un soutien multiforme est apporté au Comité interdécanal de coordination de la marche pèlerinage (Cicomap) qui compte 22 000 marcheurs. En plus du soutien en eau de milliers de bouteilles de notre partenaire Kirène distribuées

aux marcheurs, un apport logistique est apporté au comité. Des commodités qui permettent aux pèlerins d'accomplir la marche dans les meilleures conditions sont aussi mises en place".

"BESUP SETAL"

Une touche particulière. Voilà ce que le ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique a donné à la 7e Journée nationale du nettoyage qui s'est tenue le samedi 4 juin dernier. Elle a été jumelée à une activité de reboisement. Elle s'inscrit dans le cadre d'une opération commune menée avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable nommée "Semaine du désencombre, du reboisement et de la propreté". Ainsi, du 30 mai au 4 juin, l'Urbanisme et l'Environnement ont co-organisé des activités qui ont été bouclées par le "Bèsup Sétal" tenue à Dakar. Quatre activités phares ont marqué cette semaine. Mais celle d'envergure s'est tenue dans la soirée du 2 juin, sur l'axe autoroute Seydina Limamou Laye - échangeur de l'avenue Malick Sy jusqu'au rond-point de l'aéroport Léopold Sédar Senghor. En outre, toutes les activités menées ont permis de collecter des tonnes d'ordures, plus de 500 épaves de véhicules ont été enlevées et mises en fourrière, et quelque 3 300 plantes reboisées pour offrir un meilleur cadre de vie aux populations. "Un travail qui va continuer jusqu'à ce que l'objectif soit atteint. Nous allons continuer à combattre l'occupation illégale de la voie publique, à libérer toutes les voies publiques, parce que telle est l'instruction ferme du chef de l'État. Mais nous allons le faire en discussion permanente avec les différents acteurs qui l'avaient occupé. Parce qu'il ne s'agit pas de dégager nos concitoyens, mais de discuter avec eux, de leur trouver un cadre beaucoup plus adéquat de travail pour respecter le droit à un cadre de vie sain, inscrit dans la Constitution sénégalaise. La synergie d'action et la belle entente entre les ministères de l'Urbanisme et de l'Environnement qui traduit l'expression d'une belle solidarité gouvernementale".

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2^e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général :
Mahmoudou Wane
Directeur de la Rédaction :
Gaston Coly
Rédactrice en chef :
Bigué Bob
Grand Reporter :
Mor Amar
Chef de desk Sports :
Louis Georges Diatta

Rédaction :
Abba Ba, Viviane Diatta,
Mariama Diémé, Aida Diène,
Amadou Fall, Emmanuella Faye,
Cheikh Thiam, Habibatu Traoré
Correcteur :
Gaston Steve Coly

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél : 33 825 07 31
Impression : **AFRICA PRINT**

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Du juge incompétent au juge omnipotent !

Autrefois blâmé pour sa capacité et sa promptitude à invoquer l'incompétence pour ne pas trancher certains litiges, le Conseil constitutionnel se mue de plus en plus en juge hyperpuissant, n'hésitant pas à remettre en cause même des dispositions législatives qui semblaient faire l'unanimité auprès de l'opinion.



MOR AMAR

La démocratie est morte. Vive le gouvernement des juges. On serait tenté de le croire, à lire le pamphlet de l'avocat et défenseur des Droits de l'homme, Me Assane Dioma Ndiaye. D'habitude très calme, très serein, l'ancien président de la Ligue sénégalaise des droits humains (LSDH) a du mal à contenir son amertume, suite aux dernières décisions du Conseil constitutionnel. Il s'exclame : "Quelle mélancolie ! Quelle tristesse ! Surtout pour nous qui étions là en 1998 aux côtés de feu général Niang et autres, régulant et contrôlant le système électoral avec l'avènement de l'Observatoire national des élections. Désormais, il sera loisible au Sénégal, pour les élections législatives, à tout parti politique ou coalition de partis, de présenter uniquement au scrutin majoritaire avec liste proportionnelle, soit une liste de titulaires sans suppléants, soit une liste de suppléants sans titulaires, en contradiction totale avec les dispositions de l'article 154 du Code électoral."

À en croire Maître Dioma Ndiaye, le

droit électoral sénégalais est devenu "un droit élastique, compressible en fonction des contingences et circonstances factuelles." Selon lui, "il n'y a plus de référents communs" ; "il n'y a plus d'uniformisation des règles..." Il y aurait, surtout, la volonté du juge constitutionnel hyperpuissant, capable même de mettre un arrêté au-dessus de la loi. "La hiérarchie des normes, dénonce vigoureusement l'avocat, devient un principe susceptible de transactions. L'arrêté ministériel prime sur la loi, poussant celle-ci à la désuétude".

Ainsi, s'insurge-t-il contre la validation de la liste de BBY, malgré le dépassement du seuil fixé par la loi sur le parrainage. "Comme pour la liste divisible et saucissonnable, voire charcutable, il est possible, désormais, de déposer plus de parrains que le maximum prévu par la loi, privant ainsi les autres chercheurs de parrains d'un potentiel de parrains. Et de ce fait, le droit de vote et la libre participation des citoyens aux élections, qui induit le droit d'être élu, sont vidés de toute substance. Des droits fondamentaux garantis et consacrés par la Consti-

tution deviennent des privilèges à la disposition du prince ou des faiseurs des normes supplétives". Aussi, relève la robe noire, les sages viennent "d'entériner et d'avaliser une déstructuration totale de notre processus électoral".

À l'instar de Me Assane Dioma Ndiaye, la coalition Aar Sénégal estime que le Conseil constitutionnel s'est largement fourvoyé, en soutenant qu'aucune disposition du Code électoral ne prévoit qu'un vice entachant l'une des listes puisse avoir des répercussions sur l'autre. "Le Conseil constitutionnel, fulminent les camarades de Thierno Bocoum, s'enlise désespérément dans la recherche de prétextes pour justifier ses décisions. Si le droit et rien que le droit était dit, ni la liste nationale de BBY ni celle de Yaw n'auraient été déclarées partiellement recevables. Elles auraient été, toutes les deux, rejetées dans leur intégralité".

Ni Yaw ni BBY n'auraient été déclarées partiellement recevables

La coalition de l'opposition s'inquiète ainsi "des pouvoirs démesurés du Conseil constitutionnel qui lui permettent d'interpréter les textes à sa guise et d'adapter ses décisions à la prise en charge d'intérêts partisans". Elle juge "préoccupante la décision du Conseil constitutionnel qui a voulu sauver la liste nationale de BBY, en créant un vide juridique imaginaire, en utilisant "de manière démesurée et tendancieuse le principe selon lequel tout ce qui n'est pas interdit est permis".

De l'avis de ces opposants, la haute juridiction "ouvre ainsi une brèche préjudiciable à l'État de droit qui voudrait que la loi soit une émanation de la volonté du peuple à travers ses représentants et non une fabrication d'une élite nommée".

Aar Sénégal estime que "le meilleur moyen de garantir la paix sociale est le respect des lois qui nous gouvernent, sans discrimination. La manipulation des règles communes à des fins privées et hégémonistes ne profite pas à notre démocratie. Elle l'abrège et la tue".

En tout état de cause, Thierno Bocoum et Cie exigent le respect total du calendrier électoral, l'organisation des élections législatives à date échue.

ÉDITO

PAR MAHMOUDOU WANE

ANNIVERSAIRE DE "ENQUETE"

Onze ans et l'avenir devant soi...

'Les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra.' Edgar Morin

Parcourir le fil de vie d'un journal, c'est juger la permanence de la profession de foi qui l'a enfanté, interroger la pertinence de son sens éditorial, jauger la valeur ajoutée supposée que sa publication a engendrée au sein de l'opinion publique et se projeter dans les futurs proposés tout en vivant l'instant d'aujourd'hui avec l'humilité sacerdotale de l'historien du présent. Bien difficile exercice que se juger ; vain d'ailleurs, au regard des tendances lourdes d'une société qui fuit le miroir, mais exaltant pour "EnQuête", car l'enthousiasme responsable de ses débuts ne s'est pas émoussé. La passion s'est, en effet, accommodée d'un vécu opprimé par une conjoncture très défavorable, par les difficultés d'un modèle économique en transition, par les nombreuses épines sur le chemin de l'entreprise de presse au Sénégal en 2022, existant qu'il ne traverse qu'aux prix d'un engagement permanent porté par le désir de témoigner, de dialoguer, de partager, de vivre tout simplement. Il a fallu des sacrifices, de la résilience, de la sueur et de la détermination.

En onze ans, la flamme s'est enrichie du panache de l'expérience, des compréhensions sédimentées ayant fixé chez nous l'idée forte que chaque jour est un, et un seul, original, incertain, gros de défis à relever pour les gagner. Une stratégie, si lucide et experte soit-elle, sans la motivation, risque fort de conduire à l'échec. Ce challenge permanent a été notre carburant dans des fondamentaux qui ne nous ont jamais quittés. En 2011, le processus démocratique sénégalais était à un tournant. Dans un bel élan, trois ans plus tôt, et dans ce qu'elles ont de plus intelligent, la société civile et de larges franges de la classe politique avaient tenu les "Assises nationales" pour repenser le projet démocratique, les fondations du consensus qui le porte et les perspectives qui s'offraient à notre démocratie. Dans les termes de référence des "Assises", en 2008, le constat était qu'"aux contentieux politiques d'ordre institutionnel ou électoral, viennent s'ajouter les difficultés croissantes de la vie quotidienne, dominées par une misère et un chômage endémiques, une inflation galopante et des pénuries de toutes sortes".

Fleur au fusil, il ne s'agissait rien de moins, pour les "Assises", que de "trouver une solution consensuelle globale, efficace et durable à la grave crise mul-

tidimensionnelle (éthique, politique, économique, sociale et culturelle) qui sévit dans le pays". Ses initiateurs estimaient que "le Sénégal se trouve dans une impasse et notre choix est de lui éviter des convulsions douloureuses ; de tenter de l'en sortir par le dialogue, qui est plus conforme à nos traditions, à notre culture, à notre civilisation".

Ces années-là ont été celles d'un bouillonnement médiatique sans précédent autour de la défense des libertés, de la souveraineté populaire, mais aussi, des pénuries d'électricité et de déficit de bonne gouvernance, des accusations de tentative de "dévolution monarchique du pouvoir", d'un ardent et violent débat politique qui a accouché du "23 juin 2011" et, partant, de la deuxième alternance au sommet de l'État, après le verdict du suffrage universel. Elles ont aussi été celles de la maturation, puis de la matérialisation de notre ambition. Aujourd'hui, plus que jamais, l'ouvrage est sur le métier, car un sentiment diffuse, à la fois d'espérances et de craintes, qui emprisonne l'atmosphère dans un jeu de rôles à se faire peur, à refuser le progrès, à dénier à autrui jusqu'à son existence. L'occurrence de cet anniversaire avec une conjoncture politique chahutée par des outrances au dialogue constructif, exacerbée par le rageant sentiment du recommencement, revigore chez nous le sentiment que notre partition est en cours d'exécution et son rythme en concordance avec la marche du Sénégal.

Sous peu, notre pays va changer de statut économique, avec l'exploitation de ses ressources en gaz. L'adéquation à cette échelle de nos mœurs et pratiques politiques, collectives et individuelles, la défense d'un label "Sénégal" aujourd'hui reconnu, sont un vaste champ d'exploration : le vote comme mode de résolution des contradictions, un État central garant de la bonne marche des institutions, l'égalité des citoyens devant la loi, l'indépendance de la justice, les libertés, le droit à la propriété et l'accès à une éducation et à des soins de qualité...

Ces demandes, pour incompréhensibles qu'elles soient, n'en appellent pas moins des acteurs de tous bords des postures généreuses de responsabilité, une nouvelle conscience des enjeux, une culture de la performance dans l'innovation. "Enquêteur" pour ces valeurs-là vaut toutes les peines du monde. ■

Quand le Conseil constitutionnel autoriserait de voter avec des récépissés

Il faut rappeler que cette propension du juge constitutionnel à s'arroger de superpouvoirs ne date pas d'aujourd'hui. Depuis quelques années, en effet, la haute juridiction a pris des décisions qui n'ont pas manqué de heurter les certitudes de bien des experts sénégalais du droit.

D'abord, en 2016, avec son fameux avis-décision, il avait refusé à un président de la République de pouvoir procéder à

la réduction de son mandat. Dans la foulée, en 2017, lors des Législatives chaotiques, il s'était permis de donner à des Sénégalais la possibilité de voter avec des récépissés délivrés par l'Administration, au moment où la loi exigeait une carte nationale d'électeur. Plus récemment, alors que tous les observateurs neutres considéraient que la violation, par Yewwi Askan Wi, de la parité devait être sanctionnée par l'irrecevabilité, les sages, omnipotents, avaient, eux, estimé que les amis de Déthié Fall pouvaient corriger leurs manquements. ■

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Alioune Tine et la phobie du syndrome malien

Depuis quelques jours, Alioune Tine, lui, n'a eu de cesse de tirer sur la sonnette. Rappelant sans cesse que c'est une situation du genre qui avait abouti, au Mali, au coup d'État militaire. Il précise : "Au Mali, la Cour constitutionnelle avait pris la décision, à l'époque, d'invalider une trentaine de députés, 34 plus précisément. Cela avait entraîné une crise au sein de la cour, avec la démission de certains de ses membres. Du coup, l'Assemblée nationale comme la Cour constitutionnelle étaient à terre. Les manifestations s'en sont suivies jusqu'à la prise du pouvoir par l'armée."

Selon le président d'Afrikajom Center, le Sénégal n'est pas à l'abri et qu'il faut se ressaisir pendant qu'il est encore temps. "Tout le monde doit avoir un sens élevé des responsabilités, pour éviter le pire au pays", peste l'expert des Nations Unies. Et pour éviter le pire, il en appelle à l'implication active de tous les acteurs. Interpellé sur des initiatives de la société civile en vue de ramener la sérénité, il rétorque : "Nous sommes dans une situation de désarroi et une espèce de défiance envers tout le monde. Mais il faut que des initiatives soient prises par la société civile, aussi bien la laïque que la société civile religieuse. Il est temps que les chefs religieux interviennent comme ils ont l'habitude de le faire."

Cela dit, l'ancien président de la Rencontre africaine pour la défense des Droits de l'homme (Raddho) estime que les autorités doivent autoriser les demandes de manifestation de l'opposition. "L'État doit permettre à ceux qui veulent marcher de le faire. Mais il faut aussi que ceux qui veulent manifester le fassent dans la paix. Il faut éviter de jouer la politique du pire. Personne n'en sortirait gagnant", a-t-il fulminé en recommandant aux acteurs de s'asseoir autour d'une table pour trouver des solutions.

"Le Sénégal, dit-il, est une démocratie qui refuse de grandir. Et refuser de grandir, c'est faire le deuil de la démocratie. En Afrique, les démocraties qui ont refusé de mûrir ont connu une mort subite avec des coups d'État ou des conflits armés." ■

M. AMAR

**CÉRÉMONIE DE POSE DE LA 1^{ÈRE} PIERRE DE LA TOUR
DE LA RADIODIFFUSION TÉLÉVISION SÉNÉGALAISE
LE MARDI 07 JUIN 2022 À 16H AU TRIANGLE SUD PAR
SON EXCELLENCE MACKY SALL,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL.**



RTS

1 2 3 4 5 17 CHÂÎNES DE RADIO

LE PUBLIC, NOTRE RAISON D'ÊTRE !

50 ANS DE TÉLÉVISION 83 ANS DE RADIO

RTS.sn

WWW.RTS.SN

Twitter Facebook Instagram YouTube

COULISSES DE L'ALTERNANCE EN 2000

Bathily raconte la chute de Diouf

Me Wade était fauché et snobé

Acteur clef de la vie politique au Sénégal, le professeur Abdoulaye Bathily vient de publier ses mémoires. “Passion de Liberté”, édité par Présence Africaine, retrace la vie de luttes de l’ancien secrétaire général de la Ligue démocratique (LD). Plus de 50 ans d’histoire politique, depuis les luttes initiées contre le régime du premier président de la jeune République du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, par le Parti africain de l’Indépendance

du régime socialiste vieux de 40 ans. La scène est remplie d’émotions et se passe au domicile de Me Abdoulaye Wade, au Point E. “Las de relever sur un cahier d’écolier le décompte des chiffres qui, sans aucun doute possible, dessinaient notre triomphe, je téléphonai à Wade pour lui dire que je venais chez lui avec mon épouse (...) Je lui suggérai alors d’inviter tous les leaders de la coalition à nous rejoindre chez lui, et d’improviser, en guise de démonstration chez lui, un meeting qui aurait pour effet de dissuader



Lors de l’audience du Président des États-Unis avec le Président Abdou Diop dans le Bureau Ovalé à la Maison Blanche, en 1995. (DR)

(PAI) jusqu’aux années Macky Sall, sont passés à la loupe par l’historien qu’il est, doublé du regard de l’acteur politique. 724 pages d’histoire, qui commencent par son enfance à Bakel pour se prolonger en traînée d’actions et de voyages qui renseignent sur la vie et les personnalités multiples des acteurs politiques du dernier demi-siècle. Majmouh Diop, Mamadou Dia, Léopold Sédar Senghor,

toute tentative de vol et de confiscation de notre victoire par le PS. À peine finissions-nous d’en parler que surgissait Amath Dansokho, le visage radieux, pour apporter dans notre corbeille d’idées la même suggestion”. Et le rôle de la presse aussi, précisément Sud et Walf FM qui furent sollicités pour la publication d’un communiqué appelant les militants des partis de la coalition à rejoindre leurs



Alliance SOPI, 1998.

De gauche à droite et au premier plan : Amath Dansokho, Abdoulaye Wade, Abdoulaye Bathily. (DR)

Abdou Diouf, Me Abdoulaye Wade, Macky Sall, etc., ces acteurs sont mis en scène dans un jeu dont ils ne contrôlent pas toujours le fil.

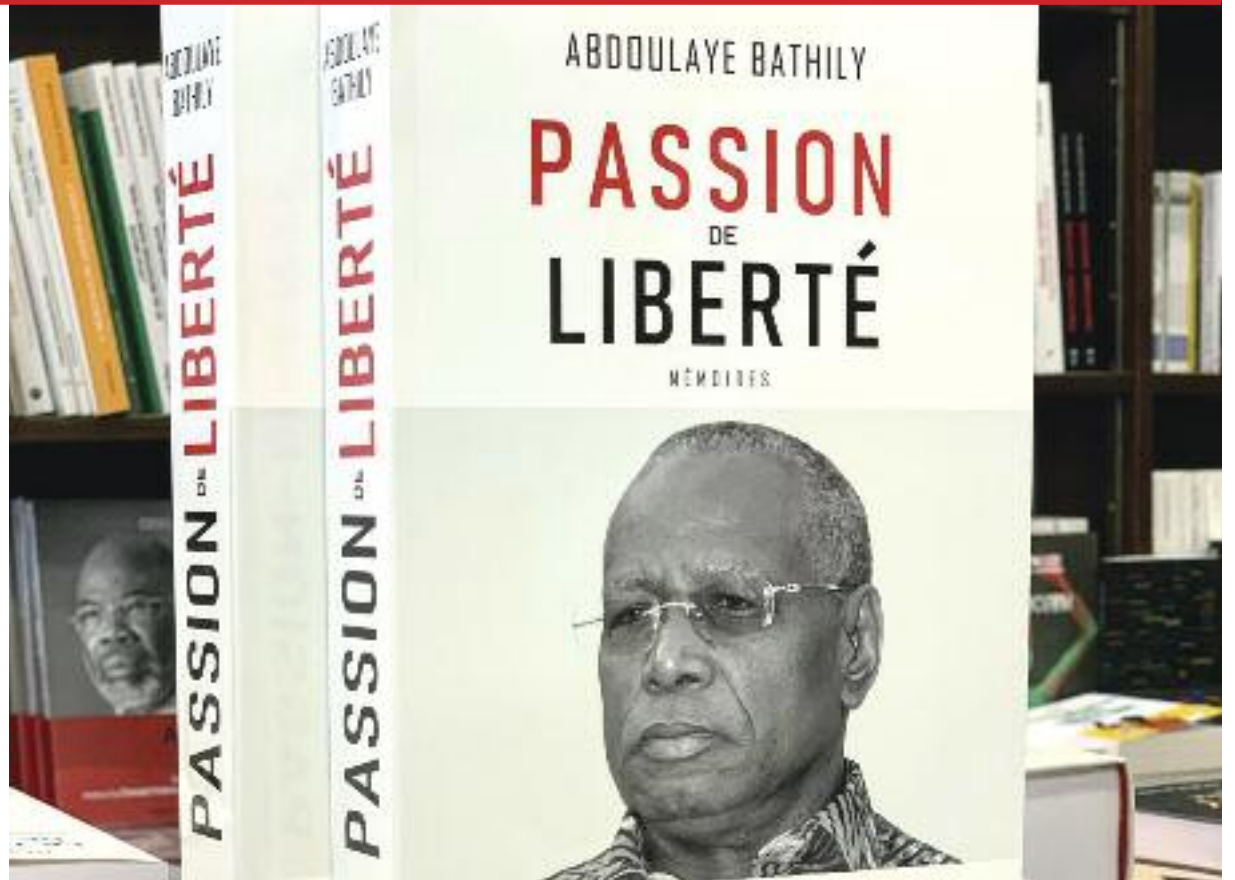
Nous choisissons, dans ce premier jet, de pointer la loupe sur la chute du régime socialiste en 2000.

Le 19 mars 2000 sonnait le glas

leaders devant le domicile de Me Wade”. Pour Abdoulaye Bathily, il s’agissait de couper l’herbe sous les pieds des caciques du régime socialiste.

Voyage au bout de l’émotion

La suite de l’histoire est connue,



pleine d’émotions comme l’indique cette confiance dans le feu de la victoire, après la victoire au second tour : “Je pris la main d’Amath, elle frissonnait. Je levai la tête pour le regarder. Et je vis couler, sur ce visage viril sur lequel nous étions quelques rares camarades à pouvoir lire les stigmates invisibles imprimés par tant d’années d’engagement patriotique, de souffrances, de sévices subies – une larme, une seule, mais grosse, claire comme son cœur...”

taller une atmosphère de psychose dans les rangs du PDS.

Si la longue marche de Me Abdoulaye Wade vers le palais n’a pas été un long fleuve tranquille, le professeur Abdoulaye Bathily détaille des problèmes rencontrés à la veille de la Présidentielle 2000. Dont un des plus importants était la non-disponibilité des ressources financières. Maître Abdoulaye Wade était-il à sec, à la veille de ses élections ? “Deux fois, je me rappelle, il m’avait appelé pour me prendre à témoin, pour me

fatigués ici. Nous n’avons plus rien. Je ne suis même pas sûr d’avoir assez de carburant pour arriver à Ziguinchor. Ablaye Bathily qui est à côté de moi pourra te le confirmer.” Et le téléphone en mode haut-parleur, Karim répond : “Papa, c’est difficile ici aussi. Je fais tout, mais jusqu’ici, rien ! Je vais voir Eli Khalil qui m’a promis de...” Wade l’interrompt : “Tu me parles toujours de promesses ; tu ne sais rien faire !”

Bathily revient aussi sur le manque de soutien venant de l’étranger. Hormis Pierre Aïm qui avait affrété un avion pour Wade et Alain Madelin dont Bathily n’a pas pu apprécier l’apport vu les difficultés financières sur le terrain, le camp de l’opposition n’avait aucun appui visible. “Ces soutiens étaient, quoiqu’il en fût, très marginaux à côté de l’intérêt de la FrancAfrique pour les affaires sénégalaises et les moyens apportés au candidat du régime Abdou Diouf”.

Personne, visiblement, “ne misa un kopeck sur la victoire de Wade”.

La suite est connue avec les résultats du premier tour qui “galvanisèrent les populations”, dans un contexte où “les déclarations maladroites d’Abdou Diouf vinrent semer la débâcle dans les rangs du candidat PS”. Malgré la défection de Djibo Ka, les carottes sont cuites pour le régime socialiste. “Le pacte avec Moustapha Niasse est scellé, en présence d’Amath Dansokho et Bathily. A la page 542, ce dernier confie ceci : “L’entretien avec Moustapha Niasse fut court. Il confirma son soutien à Wade au second tour. Nous nous mîmes d’accord pour officialiser cet accord dans une déclaration politique. Nous décidâmes également d’élargir la CA 2000 en vue d’une nouvelle coalition baptisée : Front pour l’alternance (Fal). Le candidat Wade, qui était snobé de tous, devient subitement fréquentable par les milieux d’affaires.”

Ces épisodes d’activités politiques intenses seront suivis par ce qu’Abdoulaye Bathily qualifiera de “gestion chaotique de la victoire” qui fera chuter, 12 ans après la conquête du pouvoir, le régime libéral. ■



Nuit du 19 mars 2000.

De gauche à droite : Moustapha Niasse, Abdoulaye Wade, Abdoulaye Bathily, Landing Savané. (DR)

Mais pour en arriver à ce moment historique, le professeur Abdoulaye Bathily revient sur tous les efforts fournis par des acteurs souvent méconnus du grand public dans le cadre des différentes coalitions politiques mises en place de l’Alliance démocratique sénégalaise (ADS) portée sur les fonts baptismaux dès 1985, puis remplacée par la Coalition Sopi, elle-même phagocytée par la Conférence nationale des partis de l’opposition (Conapco) en 1991, suivie de la Coalition Alternance 2000 (CA2000) et le Front pour l’alternance qui survivront jusqu’à l’arrivée de Me Wade au pouvoir. Durant cette longue période, le camp de l’opposant Wade a dû faire face à plusieurs défections, dont celle de Serigne Diop en 1985, que Wade vécut comme une “haute trahison”. Celles de Me Ousmane Ngom et de Jean-Paul Dias qui rallièrent la candidature de Diouf, finirent par ins-

montrer une sommation à huissier que je soupçonnai d’avoir été initiée par des milieux du pouvoir en place (...). Ces pressions, loin de nous décourager, suscitaient le mépris de notre part”, écrit Bathily qui ne manque pas, en passant, de relever un “geste de solidarité exprimé en la circonstance par l’entrepreneur sénégalais bien connu Idrissa Seydi (qui) sauva Abdoulaye Wade de la saisie de son bien”.

Marches bleues avec des poches vides...

Et lors des caravanes organisées justement pour contourner le problème, Bathily raconte que “nos difficultés financières étaient telles que nous nous demandions parfois si nos caravanes parviendraient au bout de leur course (...)”. Et Wade de câbler Karim : “Allo, Karim ! Quoi de neuf à Londres ? Est-ce que tu as pu trouver quelque chose ? Nous, nous sommes

ÉMIGRATION IRRÉGULIÈRE DES PÊCHEURS ET DES COMMERÇANTS

La famille et la collectivité au banc des accusés



Tenaillés entre les pesanteurs familiales et sociales, d'une part, les difficultés à trouver un emploi décent et rémunérateur, d'autre part, beaucoup de jeunes, pêcheurs et commerçants surtout, continuent de penser que l'Europe reste le seul moyen de se réaliser et d'obtenir une promotion sociale.

■ MOR AMAR

Le mal-être de la jeunesse persiste. Tous les moyens semblent bons, aux yeux de certains jeunes Sénégalais, pour fuir les conditions économiques et financières difficiles dans leur pays. Avec l'augmentation de la surveillance et des moyens de lutte contre l'émigration irrégulière sur l'étendue du territoire, il y a de plus en plus de candidats qui transitent par le Maroc, dans le but de regagner les îles espagnoles et européennes.

Après deux tentatives manquées de rejoindre l'Espagne à travers les embarcations de fortune, Ibrahima s'est résolu à recourir aux taxis-clandos pour gagner sa vie. Trouvé dans ce garage près du stade Ngalandou Diouf de Rufisque, il témoigne : "Je connais des jeunes qui, il n'y a même pas un an, étaient partis de Rufisque. On leur avait fait croire que s'ils parvenaient à se rendre au Maroc, ils pourraient facilement aller en Espagne à partir de là-bas. Ils ont alors utilisé leurs économies, se sont rendus au Maroc. Par la suite, ils ont tenté d'aller en Espagne, mais ont péri dans la mer." C'étaient de jeunes garçons entre 25 et 40 ans, qui travaillaient au niveau du marché central de Rufisque où ils tenaient de petits commerces. Ils sont ainsi partis, laissant derrière eux des familles meurtries.

Selon notre interlocuteur, les jeunes commerçants font partie des personnes les plus exposées, du fait de la précarité de leur profession. Dans son boubou blanc assorti d'un pantalon bleu, l'homme de petite taille revient sur le malheur de ces commerçants débrouillards : "Parfois, tu tiens un commerce qui marche assez bien, qui te permet de subvenir à tes besoins, à soutenir ta famille. Un beau jour, la mairie vient tout démolir et te laisse au chômage. Parfois, ils saisissent ta marchandise. Du jour au lendemain, tu n'as plus aucune source de revenus, tu

perds tes investissements et tu dois recommencer à zéro... Dans ces conditions, si tu vois une pirogue, tu tentes ta chance, parce qu'il n'y a aucune autre alternative. Les gens n'ont pas le choix. C'était encore pire durant la pandémie à coronavirus."

Ainsi, dans le milieu du commerce informel, beaucoup tentent le périlleux voyage, en désespoir de cause. Quand ce n'est pas la pandémie à coronavirus avec son lot de restrictions, c'est tout simplement la traque des autorités déconcentrées ou décentralisées. "Les jeunes sont désespérés. Ils ne savent quoi faire... Et les pirogues sont leur seul recours, d'autant plus que ce n'est pas facile d'avoir le visa pour espérer aller en Europe de manière régulière. Aussi, dans le même temps, on voit beaucoup de personnes qui essaient et qui réussissent. À un moment, on se dit pourquoi pas moi. Parce qu'on pense que si on réussit à regagner l'Europe, on aura des conditions économiques et financières meilleures", raconte l'ancien commerçant, ancien candidat à l'émigration irrégulière, devenu chauffeur de "clando".

Détérioration des conditions de pêche

L'autre secteur grand pourvoyeur du trafic illicite de migrants, c'est la pêche. Là également, la détérioration des conditions de travail a boosté, ces dernières années, les vellétés de prendre les embarcations pour aller en Europe. Au quai de pêche de Kayar, ce jeudi 2 juin, il est presque 13 h. Sous un soleil accablant, des centaines de jeunes, garçons et filles, ainsi que des femmes d'âges plus mûrs rivalisent d'ardeur. Alors que les dames restent à l'affût pour guetter désespérément des clients ou l'arrivée des pirogues, les jeunes garçons, eux, sont soit des pêcheurs, soit des manutentionnaires chargés de débarquer les cargaisons.

La vingtaine révolue, Meissa Diop, debout au milieu des pirogues, s'apprête à une nouvelle journée de

pêche, son quotidien depuis plus de deux décennies. Célibataire sans enfant, il raconte : "Je suis dans la pêche depuis 2001 ; j'avais 15 ans. Aujourd'hui, j'en ai 36, près de 40 ans ; je n'ai rien pu réaliser. Autrefois, il y avait au moins du poisson et de l'argent, même si nous dépensions tous nos revenus avec la famille. Maintenant, non seulement les ressources se raréfient, mais, il y a également les charges familiales très nombreuses. Ce que nous gagnons permet à peine de prendre en charge la dépense quotidienne. C'est la raison pour laquelle beaucoup de jeunes ne veulent même plus aller en mer."

À quelques mètres, A. Sow devise tranquillement avec son "ami intime" avec qui il a commencé à aller en mer, depuis les années 2010. À la question de savoir s'il lui traverse l'esprit d'aller en Europe via les pirogues, il n'hésite pas trois secondes avant de répondre. "Bien sûr, lance-t-il avec beaucoup d'abnégation, le sourire en coin. Si je voyais une opportunité, cette nuit, je ne dirais même pas au revoir à ma famille. Et je ne suis pas le seul. Le travail est dur et il n'y a pas d'argent. Celui-là (il désigne du doigt son acolyte) c'est mon ami. Je suis sûr que si tu fouilles dans ses poches, tu ne trouveras même pas 100 F CFA. Et pourtant, on travaille très dur. Tous les jours, on va en mer pour rentrer le lendemain. Parfois, on a du poisson, parfois, on rentre presque bredouille. C'est pourquoi les jeunes optent pour le départ par n'importe quel moyen."

Les pesanteurs familiales

Plus que la raréfaction du poisson, l'organisation même de la famille constitue un vrai obstacle à la réussite des jeunes. C'est du moins ce qui ressort des différents témoignages. Même si tout est aléatoire dans la pêche, indiquent plusieurs de nos interlocuteurs, le métier aurait pu bien nourrir son homme, s'ils avaient la possibilité d'épargner. "Le

problème, fulmine Sow, c'est que tu es obligé de tout donner au chef de famille qui va partager entre tous les membres de la famille : les frères, les demi-frères, les tantes, tout le monde. Je peux même dire que nous nous retrouvons avec la portion congrue. Il est difficile de réaliser quelque chose dans ces conditions. À notre âge, tout ce qu'on gagne, on le donne à nos parents." Et d'ajouter, narquois : "Vous avez vu ces belles maisons à l'entrée de la ville ? Elles sont toutes construites par les Européens*, pas les pêcheurs. C'est aussi cela la réalité", sourit-il.

Debout à ses côtés, son complice n'a de cesse de sourire au témoignage de son ami en signe d'acquiescement. Pour lui, le fait même d'aller en mer est devenu un fardeau pour beaucoup de jeunes. "La moitié des jeunes, ici, ne veulent plus aller en mer. Les gens ont espoir en toi, les attentes sont nombreuses, alors que tu ne gagnes rien. Le peu que l'on arrive à gagner, c'est pour la famille. Je ne sais pas comment ça se passe dans les autres localités, mais à Kayar, c'est comme ça. Au retour du travail, le jeune pêcheur donne tout l'argent aux parents et c'est au père de voir combien il va lui offrir. Et c'est sur cette somme que l'on va aider les frères, les sœurs, la maman, les amis. C'est pourquoi, c'est très compliqué."

Pour autant, nos interlocuteurs ne trouvent aucune anomalie à cette tradition scrupuleusement respectée dans le terroir. Pour eux, c'est tout à fait normal d'être au service du groupe, au prix de se sacrifier eux-mêmes. "Quand on aspire à aller en Europe, c'est pour gagner plus et les aider mieux. L'autre avantage, c'est que là tu peux aussi vivre en cachette... Les gens ne sachant pas combien tu gagnes par moi, ils peuvent se contenter de ce que tu leur donnes. Tu peux en profiter pour épargner. Je pense que c'est le principal avantage", commente l'ami d'A. Sow.

Dans ce système, le père est l'alpha et l'oméga du groupe familial. En

bon chef, il régule tout dans la famille. Et quand son enfant est en âge de prendre femme, c'est lui-même qui se charge de lui donner l'argent qu'il faut, à travers les ressources de la famille espérées de la mer. Sauf que celle-ci n'est plus aussi généreuse.

Le poids de la tradition

Pendant que les jeunes accusent des pesanteurs sociales très lourdes qui les empêchent de se réaliser, les vieux, eux, invoquent la patience et la foi en Dieu. La soixantaine, Babacar Diallo a au moins trois pirogues dans lesquelles il emploie ses enfants et petits-enfants. Debout au milieu de sa progéniture, il trouve normal que les jeunes se mettent exclusivement au service de la famille. "Mes enfants, souligne-t-il, sont mes employés. Ils n'ont pas de besoins particuliers. Je les nourris, je les loge et j'essaie de subvenir à tous leurs besoins. Tout ça grâce à la pêche. C'est vrai, le secteur n'est plus aussi rémunérateur qu'auparavant. Mais ce que les jeunes gagnent en Europe, ils peuvent bien le gagner ici, s'ils acceptent de travailler aussi dur et s'ils sont patients".

Pour lui, il est hors de question de laisser sa main-d'œuvre prendre les embarcations pour l'Europe. "À moins qu'ils le fassent en cachette, il est hors de question de les laisser partir. Ces enfants, 'sama alal lagn' (c'est ma richesse). C'est leur devoir de travailler pour moi. Et je m'assure qu'ils ne manquent de rien. Nous n'avons peut-être pas de belles voitures, mais nous avons de belles maisons, de belles femmes. On rend grâce à Dieu", se réjouit-il, convaincu que ses enfants se plaisent bien dans cette situation.

Ce dossier a été réalisé avec le soutien d'Article 19 et de l'Unesco, dans le cadre du projet "Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication", financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement. ■

DR MOUSTAPHA NDIAYE (SOCIOLOGUE)

“L’impression est que la société est de plus en plus injuste”

Source d’élévation de la personne, le social peut se transformer, dans certains cas, en un fardeau qui entrave la réalisation personnelle. Docteur en sociologie, enseignant-chercheur, Moustapha Diop estime qu’il faut trouver le juste milieu.



— M. AMAR

On a remarqué que beaucoup de jeunes pêcheurs indexent le poids des charges sociales familiales pour justifier leurs désirs de partir et d’abandonner la pêche. En quoi la famille constitue-t-elle une motivation du départ des jeunes vers l’Europe via des embarcations de fortune ?

Les pêcheurs appartiennent en général à des communautés dans lesquelles il y a une forte emprise du groupe sur les individus. Ce sont des catégories socioprofessionnelles dans lesquelles la chaîne de solidarité est très importante. A tel enseigne que, même pour devenir pêcheur, il a fallu s’appuyer sur le tissu social qui existe. Très jeune, on vous encadre, on vous apprend les ficelles du métier, jusqu’à l’âge adulte. Et dans tous les événements importants qui rythment la vie de l’individu, on sent la présence de la communauté. Même pour voyager, il y avait des chaînes de solidarité qui existaient auparavant. Les mamans faisaient par exemple des tontines qui servaient à financer le voyage de leurs enfants. Dans ces conditions, il est aisément compréhensible qu’il y ait cette logique de redevabilité du jeune qui émigre. Et les raisons de leur émigration, c’est de se promouvoir, afin de renvoyer l’ascenseur à cette communauté qui a payé un lourd tribut pour qu’ils puissent voyager et faire avancer le niveau de vie de la famille ; c’est-à-dire réussir la promotion ou la mobilité sociale. De ce point de vue, oui, il y a un certain poids communautaire et social qui pèse sur les frères épaules de ces jeunes.

Est-ce que, dans certains cas, la famille, cette locomotive dont vous faites allusion, ne se transforme pas en un boulet qui empêche les plus jeunes de se réaliser et les pousse à opter pour des solutions désespérées ?

Effectivement. Ce qu’il faut savoir, c’est que la famille a fait un investissement sur un de ses membres pour arriver à un certain niveau. Et arrivé à ce niveau, il doit rendre l’ascenseur. Parfois, il y a ce que l’on peut appeler l’excès de vie com-

munautaire. S’il n’y a pas un bon équilibre, cela peut devenir un surpoids ; un surpoids qui peut effectivement altérer la réalisation de la personne. La redevabilité, quand elle arrive à certains niveaux, peut devenir un fardeau, une source supplémentaire de contraintes qui vont jouer sur les possibilités de performances de la personne.

Ainsi, le social peut cesser d’être une source d’élévation de la personne, il devient surtout un élément qui alourdit, qui surcharge. Et dans ces cas de figure, ça devient un problème. Et nous sommes dans des sociétés qui fonctionnent ainsi. Cette surcharge exercée par la communauté, le clan, fait que la personne se trouve dans une situation qui joue non seulement sur sa psychologie, qui la stresse et qui peut être un frein à sa réalisation personnelle.

Les jeunes, surtout dans le secteur informel, se plaignent aussi des politiques hostiles des autorités publiques, avec les nombreux déguerpissements qui les privent de leurs sources de revenus... Comment cette perte des sources de revenus peut-elle pousser les jeunes à des solutions extrêmes comme l’émigration via les embarcations de fortune ?

Au-delà de la quête de revenus, d’une rémunération juste à la hauteur des efforts fournis, il y a la quête de l’espoir... Vous savez, notre raison de vivre repose sur l’espoir. Quand on perd l’espoir, il n’y a plus rien. Tous ces jeunes qui voyagent dans de telles conditions vous diront que c’est parce qu’ici, ils ne pensent pas pouvoir retrouver un niveau de vie meilleur. Là-bas, au moins, pensent-ils, il y a des possibilités pour qui se donne les moyens de réussir. C’est donc cette quête de l’espoir qui est à la base de ce voyage. Même si cet espoir est hypothétique, il existe quand même dans leur perception. D’autant plus que, comme vous le savez, la plupart de ces candidats sont du secteur informel et du secteur de la pêche ; des secteurs où il y a beaucoup de problèmes. Pour les acteurs de l’informel, il y a de plus en plus d’entraves à l’exercice de leur métier. En plus des multinationales qui s’imposent de plus en plus dans le secteur de la dis-

tribution par exemple, il n’y a pas un tissu industriel capable de les faire travailler...

Dès lors, les jeunes, dépossédés, laissés à eux-mêmes, tentent de s’en sortir par la débrouille. Et dans cette débrouillardise, on les chasse, on leur met des bâtons dans les roues, on ferme ainsi toutes les possibilités d’autopromotion qui existaient.

La famille et la société, mises au ban par les jeunes, peuvent-elles être des leviers pour lutter contre

ce phénomène de l’émigration irrégulière ?

D’abord, en ce qui concerne la famille, elle peut être le premier rempart. Nous sommes dans des sociétés dans lesquelles il y a un certain niveau de solidarité. Les plus nantis tendaient la perche aux moins nantis et les aidaient à trouver des possibilités de s’insérer, les plus âgés à payer les études par exemple des plus jeunes... Cela permettait à toutes les composantes d’avoir les moyens de s’en sortir. Maintenant, ce système, jadis très

solidaire, d’année en année, se nucléarise. Même si on a gardé le socle, la famille est moins solidaire. Or, ce système aurait pu permettre d’atténuer les crises. À leur décharge, la crise touche aussi les plus nantis qui n’ont pas toujours les moyens de jouer ce rôle.

D’autre part, on peut aussi parler de la responsabilité de la société. Si on était dans des sociétés plus justes, cela aurait pu régler certains problèmes. Mais l’impression est que la société est de plus en plus injuste. Ce n’est plus le travail, les efforts qui sont les facteurs de promotion. La réussite est aujourd’hui assujettie à d’autres logiques, des logiques clientélistes, réticulaires. C’est une forme de violence symbolique qui fait que la société n’assure plus l’ascenseur social. Il faudrait peut-être revoir les formes d’organisation et de fonctionnement de la société. Il faut promouvoir la justice sociale, le travail et le mérite, à la place des logiques clientélistes. De ce point de vue, la société peut effectivement constituer un rempart. ■

Direction de la Distribution

AVIS DE TRAVAUX

Semaine du lundi 06 juin au dimanche 12 juin 2022

SENELEC porte à la connaissance de son aimable clientèle que pour des travaux d’entretien, de renforcement et d’amélioration de la qualité de service de l’électricité, le courant sera coupé conformément au programme ci-dessous :

Mardi 07 juin 2022 de 08H00 à 16H00

Et le client : DESCOMET
GRAND YOFF de 08h à 16h sur les secteurs : CITE MILLIONNAIRE GRAND YOFF, GRAND YOFF ARAFAT, BASE DE VIE CRBC, CABINE GRAND MEDINE, GRAND MEDINE PONT DE L’EMERGENCE, ESPACE FOIRE, CSS AEROPORT, MIXA 2, LOTISSEMENT CITE
Et les clients : STADE AMITIE, LIMODAK
GUEDIAWAYE de 08h à 16h sur les secteurs : DAROU RAKHMANE 4, CITE BIAGUI GUEDIAWAYE, GUEDIAWAYE KIP COCO, GOLF NORD MANSOUR NDIAYE, CABINE WAROUWAYE, COMICO GUEDIAWAYE, CITE SOFRACO GUEDIAWAYE, CITE GADAYE, CITE TRESOR GUEDIAWAYE, GADAYE MUNICIPAL, BASE DE VIE BRT, BRT 2
KEUR MASSAR de 08h à 16h secteur : LOTISSEMENT CBAO KEUR MASSAR
Kounoune de 08h à 16h secteur : KOUNOUNE THIOUNE 2
MARISTE de 08h à 16h secteur : SCAT MARISTE 6

Mercredi 08 juin 2022 de 08H00 à 16H00

KEUR MASSAR de 08h à 16h secteur : PA 9 KEUR MASSAR
SACRE COEUR de 08h à 16h secteur : SACRE COEUR 7

Jeudi 09 juin 2022 de 08H00 à 16H00

CAMBERENE de 08h à 16h secteur : CAMBERENE AUTOROUTE
KOUNOUNE de 08h à 16h secteur : cabinet kounoune ngalap 2
PARCELLES ASSAINIES de 08h à 16h secteur : P.A 11

Vendredi 10 juin 2022 de 08H00 à 16H00

OUEST FOIRE de 08h à 16h secteur : KEUR DAMEL
YOFF de 08h à 16h sur les secteurs : ALMADIES, DIOULIKAY, ROUTE DE NGOR, OUAKAM ECOLE NOUVEAU,
YENNE sur les clients : Verger Cheikh Ilo, SENPLAST, Lahat Diop, AIS, Hann Fishing, Citcom, Publicom, Ibrahima Ndiaye
Et les clients : MONUMENT DE LA RENAISSANCE, LA POSTE OUAKAM, CLINIQUE RADIO THERAPIE, SIEGE SERTEM, MAMELLE AMBASSADE TURQUIE

Samedi 11 juin 2022 de 08H00 à 16H00

Et le client : HOTEL AL AFIFA
GUEDIAWAYE de 08h à 16h secteur : DAGOUDANE ZONE E3
LOBAT FALL de 08h à 16h secteur : TECHNOPOLE 1
Et les clients : SONATEL WEST TELECOM, SONATEL RG, SONATEL HUAWAI, INSIGHT SONATEL

Dimanche 12 juin 2022 de 08H00 à 16H00

Quest Foire sur le secteur : Quest foire 1
Bargny sur le client : Gare Multinationale

Le courant sera remis dès achèvement des travaux prévu aux environs de 15h. SENELEC s’excuse auprès de sa clientèle pour les éventuels désagréments occasionnés par ces travaux ; Pour vos besoins d’informations complémentaires sur ces coupures ainsi annoncées ; vous pouvez appeler aux numéros ci-après : Tél : **ou**

Le Directeur

GESTION DES URGENCES DANS LES HÔPITAUX

À la recherche du temps perdu

La gestion des urgences médicales est au cœur des missions de l'hôpital. Au Sénégal, cette question a été longtemps négligée. Avec la Covid, le réveil a été brutal. La pandémie a mis à nu le dénuement de nos structures hospitalières. Depuis, l'Etat s'emploie à rectifier le tir. Une montée en puissance est notée dans nombre d'entre-elles. Mais, ainsi que l'a montrée la série de scandales dramatiques qui secoue l'hôpital, beaucoup de chemin reste à faire.

La pandémie de coronavirus a révélé au grand jour la fragilité du système de santé sénégalais. En l'espace de quelques mois, la Covid-19 a poussé les autorités sénégalaises à redéfinir leurs priorités en matière d'investissements publics. Malgré les efforts en faveur de la santé, il reste encore beaucoup à faire. Et les récents événements notés dans les structures sanitaires ont renforcé l'idée que la crise dans l'hôpital sénégalais n'a

que trop duré. Des incendies coûtant la vie à des bébés dans des services de néonatalogie. Une femme enceinte décédée dans un service de maternité avec son bébé, après de longues heures de souffrance. Un bébé vivant déclaré mort, envoyé à la morgue, sauvé par son père, avant de finalement perdre la vie. Nos structures sanitaires sont, à tort ou à raison, assimilées à des mouiroirs par beaucoup d'usagers, faute d'assistance adéquate. Pétition en ligne,

manifestations, avalanche de témoignages, sanctions administratives et pénales acculent les agents de la santé, depuis l'enchaînement des scandales. Si leurs responsabilités ne peuvent pas être écartées, les conditions et les moyens de travail posent également un grand problème. Surtout dans les services d'urgence des structures sanitaires.

Depuis quelques années, la mise en place d'un service d'accueil et d'urgence (Sau) a été exigée à toutes

les structures de santé par le ministère de la Santé et de l'Action sociale. Un Samu national a été chargé d'engager la présence d'un médecin à tous les niveaux de prise en charge de l'urgence, de l'appel au centre de réception et de régulation des appels (CRRA) jusqu'à l'intervention sur le terrain. Il n'est plus permis aux services d'urgence de rejeter des patients, faute d'argent. Malgré tout, le mal de la gestion des cas urgents persiste encore. Obtenir une place en

appelant le Samu reste difficile et sujet à un long temps d'attente. Des patients se font toujours référer vers d'autres structures sanitaires.

La nomination d'un nouveau ministre de la Santé changera-t-elle quelque chose à la situation ? En Conseil des ministres, la semaine dernière, le président de la République a insisté sur "l'urgence de moderniser nos hôpitaux et de transformer la gestion de notre système de santé". Marie Khemesse Ngom Ndiaye a été chargée, par le chef de l'État, de préfigurer les bases stratégiques d'une réforme hospitalière intégrale et de grande envergure, en veillant notamment sur l'application de six directives parmi lesquelles : "La mise à niveau des services d'accueil et d'urgence."

En attendant l'effectivité de ces mesures, "EnQuête" vous replonge dans l'univers des services d'urgence sénégalais. ■

SAINT-LOUIS

L'hôpital régional "normalise" les urgences et la réanimation

La prise en charge des urgences pose souvent problème, dans les structures sanitaires du pays. Une difficulté à laquelle celles de Saint-Louis n'échappent pas. Toutefois, à l'hôpital régional, depuis quelques années, les autorités ont fourni de gros efforts pour améliorer nettement les services des urgences et de la réanimation. Ils viennent de bénéficier d'équipements neufs de dernière génération.

IBRAHIMA BOCAR SÈNE (SAINT-LOUIS)

L'hôpital de Saint-Louis reste une référence régionale, voire sous-régionale. Des malades venant des régions du Nord et des pays limitrophes y sont souvent évacués pour leur prise en charge. Une grande affluence qui a longtemps donné du fil à retordre aux responsables de l'établissement hospitalier, surtout au service des urgences. Pour faire face et assurer une prise en charge optimum des populations qui fréquentent la structure sanitaire, depuis quelles années, le service des urgences de l'hôpital régional a carrément changé de visage et de cadre. Pour le docteur Moustapha Diédhiou, Coordonnateur des urgences de l'hôpital régional de Saint-Louis, les nettes améliorations de prise en charge dans ces services ne sont pas le fruit du hasard.

Selon lui, tout est parti de l'état des lieux qui a été fait, en 2017-2018, et qui a permis d'étudier les déficits dans les services de la réanimation et des urgences. "Nous avons retenu, à l'époque, que nos services souffraient de gaps en ressources humaines, en équipements fonctionnels, en infrastructures, parce que le bâtiment d'alors ne répondait pas aux normes d'accueil d'un service des urgences. Nous avons alors mené des enquêtes de satisfaction, pour avoir l'opinion des populations sur les services que nous fournissons. Des remarques que nous avons prises en considération et qui nous ont permis de nous améliorer et de corriger progressivement

les gaps", renseigne le Dr Diédhiou.

C'est dans ce cadre, ajoute-t-il, qu'une zone de tri des patients a été créée, pour une meilleure organisation des urgences. "Nous avons très souvent un afflux de patients au service des urgences. Raison pour laquelle nous avons créé des zones d'attentes de position assise ou couchée qui sont des particularités de la médecine des urgences, pour respecter les circuits courts pour les malades qui sont en détresse vitale et les hospitalisations de courte durée", explique le médecin-anesthésiste-réanimateur.

"Les évacuations vers Dakar ou autres régions se sont considérablement réduites"

Pour l'enseignant-chercheur à l'UFR Santé, le service des urgences est très souvent, dans les hôpitaux, la porte d'entrée des malades, sauf peut-être pour ceux qui ont des rendez-vous avec leurs médecins. D'où la nécessité d'un triage ordonné, pour éviter de passer à côté d'une urgence vitale. "A l'hôpital de Saint-Louis, nous avons réussi à avoir une garde médicalisée, c'est-à-dire que les gardes sont assurées par des médecins seniors qui sont assermentés. Les médecins et les infirmiers sont suffisamment formés pour faire le tri, pour mieux orienter le patient dans le circuit. Un travail qui est bénéfique pour le personnel soignant et pour les populations, puisqu'il permet de ne pas submerger inutilement les urgences, de ralentir le travail ou de passer à côté d'une urgence vitale. Ainsi, des efforts ont

été faits à l'hôpital, par la mise en place d'un protocole de soins qui permet, aujourd'hui, au médecin de garde de se fier à ce dernier, pour une bonne prise en charge du patient", éclaire le Dr Diédhiou.

Pourtant, le gap en équipements avait posé un certain nombre de problèmes, à certains moments, parce que l'établissement était loin des normes pour les urgences. Mais des efforts importants ont été faits pour équiper les services des urgences et de la réanimation de l'hôpital régional, grâce au concours du ministère de la Santé, des partenaires au développement, dont la coopération luxembourgeoise. "Dans les services de réanimation et des urgences, on a acquis des équipements de qualité et de dernière génération pour faciliter rapidement les prises en charge. Il y a des chariots, des moniteurs de surveillance, des appareils portables d'échographie et d'autres importants équipements. Les évacuations vers Dakar ou autres régions se sont considérablement réduites, parce que la prise en charge est bien assurée sur place. D'ailleurs, sur instruction du directeur de l'hôpital, il est prédisposé des médicaments d'urgence ; ce qui facilite énormément notre travail d'urgentistes. Un dispositif que nous saluons à sa juste valeur, vu son importance dans la prise en charge rapide des urgences", explique-t-il.

L'équation du remboursement des factures d'ordonnance

Toutefois, le chef du Service de réanimation et coordonnateur des



urgences de l'hôpital régional de Saint-Louis rappelle que tout n'est pas rose dans le fonctionnement. "Nous en voulons encore des équipements, vu la dimension de l'établissement et le nombre de spécialistes qui y exercent en partenariat avec l'UGB. Donc, d'autres équipements seront les bienvenus. Il faut encore des efforts pour la sécurité de tout le monde dans l'organisation et la gestion des médicaments d'urgence. Les urgences sont des services de grande consommation de médicaments et sont lourdes en charges financières pour un hôpital. A tel enseigne qu'il est difficile de gérer ces médicaments d'urgence vitale. C'est l'occasion de féliciter le directeur de l'hôpital qui a créé une commission dans ce sens, pour étudier et répertorier les médicaments d'urgence pour chaque service clé de

l'hôpital, dont les services d'urgence, de la maternité, de la pédiatrie, du bloc opératoire. Dans ces services, il est impératif d'avoir ces produits H24. Malheureusement, le non-remboursement des factures d'ordonnance par certains patients porte un lourd préjudice pour le renouvellement de nos chariots de médicaments d'urgence", déplore le docteur Moustapha Diédhiou.

Néanmoins, il rassure les populations que l'hôpital à un plan blanc qui a été élaboré et validé par les autorités sanitaires. Ce qui leur permet de faire face à un afflux massif de blessés, en cas d'accident.

Toutefois, il y a des efforts à faire à ce niveau, surtout en ce qui concerne la formation supplémentaire du personnel, le renforcement du dispositif en médicaments d'urgence, pour faire face à d'éventuels afflux massifs. ■

MATAM

Des urgences en souffrance

La région de Matam a le privilège de disposer de trois hôpitaux dans sa circonscription administrative. Un atout qui, dans les faits, n'a pas l'impact escompté sur la santé des populations. La prise en charge dans les urgences est parasitée par des contraintes majeures, dont le manque de personnel qualifié. Les routes impraticables dans la région et le recours à la médecine traditionnelle font que le taux de mortalité est élevé parmi les malades admis aux urgences.

■ DJIBRIL BA (MATAM)

C'est devenu une habitude, une vieille habitude qui n'est pas près de disparaître. Pour bénéficier de soins de qualité, les populations préfèrent se rendre à Dakar ou dans les autres régions, notamment pour les cas d'extrême urgence. Au centre hospitalier régional de Ourosogui, le Service des urgences est bien opérationnel. Un médecin-urgentiste, un seul, est à la charge des patients qui pourraient affluer à n'importe quelle heure. Le service a été réhabilité, il y a un peu plus de deux ans, du temps de l'ancien directeur Mamadou Ndiaye. L'actuel ministre de la Justice, Me Malick Sall, fils du terroir, avait financé les travaux pour le grand soulagement des patients qui étouffaient de promiscuité.

L'hôpital régional de Ourosogui, qui est de niveau 2 comme celui de Matam, du fait de la position carrefour de la ville qui l'abrite accueille un grand nombre de patients. Des malades quittent la Mauritanie, traversent la ville de Matam et l'hôpital



qui y est implanté pour aller solliciter les soins prodigués par l'EPS de Ourosogui. Selon le directeur, Dr Ousmane Guèye, le service des urgences abat un travail remarquable, grâce aux prestations chirurgicales du personnel. Le médecin-urgentiste, épaulé par un réanimateur, un gynécologue et un pédiatre, parvient à abrégé assez rapidement les souffrances des patients admis.

Plus de 10 000 patients consultés dans le service des urgences, en 2021

Selon la direction de l'hôpital, en 2021, plus de 10 000 patients avaient été consultés dans le service des urgences. Et 750 ont été admis en soins intensifs, pour un taux de mortalité de 16 %. Un taux qui paraît élevé, mais qui est en baisse, comparé aux deux années précédentes.

Cependant, la vétusté des bâtiments est un point noir sur le tableau reluisant présenté par le directeur, au point d'être érigée en priorité urgente par l'administrateur.

La mort qui survient parfois dans le service des urgences est relativement importante. Une situation qui s'explique par le fait que la majeure partie de la population vit dans les zones rurales. Ces populations sont très réfractaires à l'idée d'aller vers les structures de santé à la moindre pathologie. Le recours à la médecine traditionnelle est plus qu'une réalité dans ces localités dont les premiers maux se nomment enclavement et indigence.

Les routes ou les couloirs de la mort

Avec une superficie de 29 000 km², Matam est une vaste région avec des habitants bien éparpillés sur le territoire. Au village de Dondou, dans la commune de Bokidiawé, l'accès aux structures de santé est une vieille doléance. Les populations ont multiplié les marches de protestation pour réclamer le butimage de la route du Dandé Mayoo. Farmata raconte le sinistre quotidien des femmes enceintes pour rallier les hôpitaux.

"Ce que vivent les femmes de Dondou et du Dandé Mayoo, en général, est indescriptible. Ces derniers temps, on parlait de la femme qui a perdu la vie à l'hôpital de Louga, un cas isolé. Chez nous, c'est presque notre quotidien. Beaucoup de femmes meurent au moment d'accoucher, à cause de l'état catastrophique de la route. Les routes sont cahoteuses et impraticables. Quand

la situation est critique, au moment des évacuations vers les hôpitaux de Ourosogui ou de Matam, la femme finit par perdre la vie, à cause des secousses qui jalonnent les 35 km à parcourir", témoigne-t-elle.

Déficit de personnel

Les médecins réussissent souvent la prouesse majuscule de sauver des patients dont le pronostic vital était nettement engagé, au moment d'atterrir en urgence. Ils sont seuls dans leur spécialité, ce qui occasionne quelques soucis, quand ils s'absentent. D'où le cri du cœur de docteur Ousmane Guèye : "Nous voudrions prioritairement un autre gynécologue et un autre réanimateur, pour mieux assurer la santé des patients. Quand il y a souvent des cas de décès, notamment en néonatalogie, c'est parce que le gynécologue est absent ou qu'il est débordé par le nombre de patientes", explique le responsable de l'EPS de Ourosogui.

Ainsi, pour pallier ce gap, le directeur ne s'est pas ménagé pour rendre attractive sa structure. Des conditions optimales sont proposées aux médecins stagiaires durant leur séjour. Au-delà du logement offert, ils percevront au minimum 190 000 F, en plus des motivations mensuelles.

Avec l'hôpital de grand standing promis par le chef de l'État Macky Sall, pour un coût de 22 milliards, la situation dans les services d'urgence va sûrement s'améliorer et les populations commenceront à bousculer leurs habitudes, en restant dans la région, pour bénéficier de soins de qualité et sauver les leurs admis en soins intensifs. ■

DIOURBEL

Un nœud gordien

La santé est un droit inaliénable pour tout individu. Au centre hospitalier régional Heinrich Lübke de Diourbel, la prise en charge des urgences médicales est loin d'être satisfaisante. Des usagers jugent inacceptables les conditions d'accueil. La prise en charge des cas de traumatisme dus aux accidents est rendue difficile par les lacunes du personnel soignant. D'où les évacuations qui demeurent un casse-tête pour les malades et leurs accompagnants. On réclame la mise en place d'un fonds régional des urgences.

■ BOUCAR ALIOU DIALLO (DIOURBEL)

Au centre hospitalier régional Heinrich Lübke de Diourbel, le service d'urgence ne l'est plus que de nom, comparé aux années passées. En effet, il a fallu que le Conseil départemental de Diourbel, qui a la tutelle de cet établissement de santé, prenne les choses en main. Ce faisant, 90 millions F CFA ont été injectés pour la construction du service d'accueil et d'urgence, en plus de l'extension de la centrale à oxygène. Ce qui fait que les malades sont pris en charge 24 heures sur 24, avec des ambulances médicalisées. Le seul hic est que le malade débourse de l'argent pour son évacuation. Cette dernière ne se fait pas seulement sur Dakar, mais elle peut aussi, renseigne une blouse

blanche, se faire vers "des hôpitaux qui se trouvent à Touba ou à Thiès".

Pour soulager les malades et leurs parents, le chef du Service régional de l'action sociale demande la mise en place d'un fonds régional des urgences. À ce propos, Mbaye Dione propose : "Il faut recourir aux travailleurs sociaux, pour qu'ils puissent contribuer à la prise en charge des patients. Il faut aussi la contribution des collectivités territoriales et l'argent tiré de la responsabilité sociale des entreprises pour mettre en place un fonds régional des urgences."

"Si tu n'as pas d'argent, on ne te regarde pas"

Rencontrés à la devanture du centre hospitalier régional Heinrich Lübke, des malades et leurs accom-

pagnants racontent leur calvaire. Kardiata Ba, une patiente, confie : "Lorsqu'on m'a amenée à l'hôpital, malgré mon état de santé très critique, j'étais délaissée. J'étais, malgré mes douleurs, assise sur une chaise, alors que je portais une grossesse. Je suis restée des jours. On m'a demandé au début de l'argent. L'accueil n'est pas du tout bon. Si tu n'as pas d'argent, on ne te regarde pas, encore moins te soigner. Pour nous, c'est un véritable calvaire."

Mabara Diop, chauffeur, confirme : "C'est un véritable supplice pour nous autres usagers. Nous ne sommes pas respectés, encore moins bien accueillis. Au niveau de l'hôpital, dès que tu franchis la porte, on te demande de l'argent. Pour se soigner, il faut déboursé de l'argent." Pour Pape Guèye, "la qualité de l'accueil est l'une des plus médiocres du pays. La direction de l'hôpital devrait faire des efforts à ce niveau. D'ailleurs, pourquoi la relation entre le malade avec les soignants est avant tout pécuniaire, avant d'être médicale ? Où se trouve le respect de la charte du patient ? Qu'en est-il du serment des praticiens ?"

Ici, poursuivent nos interlocuteurs, "on ne sait pas qui est qui, parce que l'identification pose problème".

La problématique de la collecte et de la disponibilité du sang

Au niveau des urgences, l'accueil est vital. Ce qui manque, c'est l'infirmier-organisateur de l'accueil. Si la prise en charge médicale est plus ou moins satisfaisante, tel n'est pas le

cas pour l'accueil où des efforts colossaux doivent être faits.

D'ailleurs, le secrétaire général national du Sutsas continue de revendiquer "des assises nationales des urgences". Mballo Dia Thiam : "Il y a 15 ans, on disait que le ventre mou de la santé, c'est l'urgence et l'indigence. Ce sont des questions qui ne datent pas d'aujourd'hui. Où est la volonté financière ? Comment, avec un budget de 165 milliards, peut-on régler cette question ? Où est le BCI (budget consolidé d'investissement) ? C'est le temps d'agir. On agit peu. Il faut aller vers les états généraux des urgences." Le syndicaliste d'ajouter : "Le sang, c'est le premier intrant des urgences."

Justement, s'agissant de la disponibilité du sang, des donneurs, comme Abdou Ndiaye, s'interroge. "Le sang collecté, on le met où ? Parce que des accompagnants sont obligés de déboursé de l'argent pour obtenir du sang, pour la prise en charge de leurs malades", peste-t-il.

Nonobstant ces impairs, dans la région de Diourbel en général et dans la ville de Touba Mosquée en particulier, la question de la prise en charge des urgences médicales peut aussi trouver une solution définitive, depuis la mise en service du Samur (service d'accueil médical et d'urgence) dans la cité religieuse. Même si, concernant les évacuations des malades, les accompagnants continuent de mettre la main à la poche. Massaër Diop confie : "Il faut que tu contribues, sans

cela, le malade n'est pas évacué."

Prise en charge des cas de traumatisme : les lacunes du personnel

L'autre gros souci, c'est la prise en charge des cas de traumatisme. Et le tableau est loin d'être reluisant. C'est parce que, confie une blouse blanche sous couvert de l'anonymat, "pour pouvoir prendre en charge ces cas, il faut être, au passage, outillé. Ce qui n'est pas le cas ici. L'hôpital ne dispose pas de psychiatre ni de psychologue. Les travailleurs sociaux ne sont pas bien utilisés. Et dire que ces derniers pouvaient nous valoir beaucoup de satisfactions. Le plus souvent, lorsque nous avons ces cas de traumatisme liés à des accidents, ils sont référés vers d'autres structures sanitaires".

Pour ce qui est du plateau médical, cet établissement de santé de niveau 2 pousse un ouf de soulagement. Outre la contribution du conseil départemental qui en a fait une surpriorité, des partenaires comme les organisations non gouvernementales françaises, Hôpital Assistance International et Horizons Sahel, ainsi que des donateurs ont mis la main à la poche, pour permettre une amélioration substantielle du plateau médical.

Pour les besoins de ce reportage, la chargée de communication du centre hospitalier régional Heinrich Lübke de Diourbel a fait part de l'indisponibilité des responsables des services d'accueil et des traumatismes pour répondre à nos interpellations. ■

ZIGUINCHOR

Sur la bonne voie

Plongé dans une agonie profonde des années durant, le Service des urgences de l'hôpital régional de Ziguinchor recouvre peu à peu une santé normale. Les différentes pathologies qui gangrénaient le bon fonctionnement de la structure sont en passe d'être un mauvais souvenir. Toutefois, le recrutement, notamment par l'État, d'un personnel qualifié et la dotation d'équipements s'imposent.

■ HUBERT SAGNA (ZIGUINCHOR)

C'est en novembre 2021 que le tout nouveau Service des urgences du centre régional hospitalier de Ziguinchor a ouvert ses portes aux malades. Réalisé grâce au téléthon organisé en 2018 pour remplacer l'ancien service qui, lui-même, était dans une "urgence chronique", le joyau, plus spacieux et mieux équipé, occupe une place centrale dans le dispositif général de la structure hospitalière. Le service a une capacité totale de 20 lits. Il dispose d'une salle sauve avec trois lits, d'une salle d'attente couchée avec trois lits, d'une unité d'hospitalisation de courte durée avec quatre lits et d'une salle pour tout ce qui est infection avec, aussi, quatre lits.

Il s'y ajoute une salle d'attente assise qui peut prendre une quinzaine de personnes. Toujours dans la volonté d'une prise en charge correcte des urgences, la nouvelle direction de l'hôpital a doté la maternité d'un bloc spécial, pour "soulager les nombreuses femmes" référées à Ziguinchor. Outre son propre bloc opératoire équipé de matériel flamboyant neuf, la maternité du centre hospitalier dispose de 32 lits, ainsi que d'un "personnel suffisant", informe la sage-femme Niabaly Amie Sakho. Toutefois, elle déplore l'absence d'une salle de tri.

Le centre hospitalier est, par ail-

leurs, la seule structure à disposer d'un scanner. L'hôpital dispose, aussi, de presque toutes les spécialités : le centre d'hémodialyse, les services de neurologie, de neurochirurgie, de chirurgie pédiatrique, de cardiologie, de réanimation, de dermatologie, d'ophtalmologie, de centre de diabète, etc. Ce qui fait que tous les malades qui ont besoin de scanner ou d'autres spécialités y sont référés.

Les patients proviennent de la région de Ziguinchor, mais également du département de Goudomp dans la région de Sédhiou, voire de Kolda, des pays voisins de la Gambie et de la Guinée-Bissau. "La gestion des urgences est un peu compliquée, du fait de notre situation géographique, mais également de nos moyens techniques. Il y a un flux massif de malades. Nous recevons en moyenne 1 500 malades par mois, soit une cinquantaine par jour. C'est beaucoup. Nous faisons de notre mieux pour bien gérer les urgences", indique Khady Diouf, Docteur urgentiste, Cheffe du Service des urgences de l'hôpital.

L'accueil des malades se fait à partir du protocole d'urgence. Ils sont triés par degré d'urgence réparti en niveau 1, 2 et 3. Les plus urgents se retrouvent dans la salle sauve. Ceux qui peuvent s'asseoir sont mis dans la salle d'attente assise. Les malades qui nécessitent une attente couchée et qui doivent être transférés dans les



plus brefs délais sont en attente couchée. Ceux qui doivent être hospitalisés durant 48 heures, parce que leur situation n'est pas grave et qui n'ont pas de place dans les autres services, sont gardés dans l'unité d'hospitalisation. Il arrive que la structure transfère vers Dakar. Mais il s'agit de cas exceptionnels qui concernent des malades qui ont besoin d'une prise en charge qui n'existe pas à Ziguinchor, comme dans les autres régions.

"Je suis satisfait de la prise en charge", se réjouit Souleymane Diémé du village de Belaye, dans le département de Bignona. Il accompagnait, dit-il, la fille de son grand frère qui souffre d'un traumatisme au pied. "D'une manière générale, Ziguinchor dispose des moyens nécessaires pour lever l'urgence", soutient le docteur Khady Diouf qui déplore, toutefois, le comportement de certains patients et accompagnants. "Ils ne comprennent pas que notre prise en charge se fait par degré d'urgence. Ce n'est pas parce que vous êtes le premier à arriver que forcément vous passerez avant tous. Si la population comprend cela, il n'y a pas de souci. De notre côté, on fait de notre mieux", explique-t-elle.

Difficultés dans la régularisation des kits d'urgence, recrutement du personnel...

Selon le Dr Diouf, après avoir levé l'urgence, le service est souvent confronté à un problème de régularisation, par les patients, du kit du malade. "Nous avons des problèmes de recouvrement, comme partout. Des fois, l'hôpital est en rupture de stock. Il m'arrive de mettre la main à la poche, mes collègues aussi, pour venir en aide au malade", révèle l'urgentiste. Simon Raphaël Jules Bassène, responsable des usagers au niveau de l'hôpital, confirme. "J'ai assisté à des scènes où le corps médical est obligé, face à certains cas sociaux, de cotiser pour prendre en charge le malade. Ces contraintes, on les retrouve aussi au niveau

de la maternité, notamment au bloc spécial qui gère les urgences", dit-il.

"Ici, tout est urgent. Nous sommes une maternité de référence, déclare Mme Niabaly Amie Sakho. Nous recevons beaucoup de malades référées. Il faut une prise en charge précoce et efficace. L'urgence n'attend pas. On ne peut pas attendre que le processus lié à la Couverture maladie universelle (CMU), par exemple, soit achevé pour prendre en charge la malade. Malheureusement, "nos sœurs" ne comprennent pas. Elles nous regardent d'un autre œil. Mais, quels que soient les quolibets, nous sommes fières d'être des sages-femmes. Nous sommes là pour la famille. Pis, elles n'ont pas souvent de moyens pour faire face au kit d'urgence. Il nous arrive de mettre la main à la poche pour les aider", révèle la sage-femme, faisant allusion à ce qui s'est passé à Louga.

Outre les difficultés liées au recouvrement des kits, le Service des urgences de l'hôpital régional de Ziguinchor fait face à des écueils qui freinent son bon fonctionnement. Il s'agit, d'abord, de l'insuffisance du personnel. Presque 55 % du personnel du service des urgences sont des stagiaires. Le service ne dispose que de deux médecins titulaires. Les autres sont des étudiants en année de thèse de médecine à l'université Assane Seck de Ziguinchor qui viennent en appui et assurent la garde. "Nous avons un problème de personnel. C'est vrai, des efforts ont été consentis par la nouvelle direction de l'hôpital. Le principal problème, c'est aussi le statut des stagiaires. On ne peut pas leur imposer certaines choses. Alors que le titulaire, je lui dis ce qu'il a à faire", indique le Dr Diouf.

"Auparavant, les gens ne voulaient pas venir à Ziguinchor, à cause du conflit"

"Il y a des stagiaires chroniques au niveau de l'hôpital. On devrait pouvoir recruter un personnel qui appar-

tient à la structure et sur lequel on peut avoir une mainmise pour faire correctement le travail. Le centre hospitalier a hérité d'une situation difficile. Auparavant, les gens ne voulaient pas venir à Ziguinchor, à cause du conflit. Ce qui fait que les gens qui étaient là et qui avaient accepté d'aider n'avaient pas beaucoup de formation. Ils ont été formés sur le tas. Avec la réforme hospitalière, il fallait les régulariser", renseigne l'assistant social Pascal Faye, Secrétaire adjoint du Syndicat unique des travailleurs de la santé et de l'action sociale (Sutsas). Pour alléger la charge salariale de l'hôpital, M. Faye estime que l'État doit pouvoir recruter tout ce personnel qualifié dans la Fonction publique. Ce qui, dit-il, permettra à la structure d'investir mieux dans le fonctionnement et l'acquisition d'équipements et de matériel.

Sur ce plan, des efforts ont été consentis aussi bien par la direction de l'hôpital que du ministère de tutelle. Toutefois, il reste à faire. "Nous avons besoin d'échographie, de radiographie au lit du malade. Nous avons fait l'expression des besoins, l'administration s'en occupe", souligne le Dr Diouf. Selon le syndicaliste Pascal Faye, le ministère a doté la structure médicale de concentrateurs d'oxygène et d'un nouveau centre d'oxygène. Un ouf de soulagement, dit-il. Il pense toutefois qu'il faut travailler davantage à relever le plateau technique pour une meilleure prise en charge des malades. "La prise en charge est bonne, au niveau des services d'urgence. Oui ! Il arrive que nous soyons débordés relativement aux places disponibles. Si le cas se produit, nous faisons appel à l'hôpital de la Paix, avec qui nous collaborons", renseigne le Dr Khady Diouf.

Pour tout dire, le directeur de l'hôpital, Ndiame Diop, estime que le centre hospitalier régional de Ziguinchor dispose de l'un des meilleurs services d'urgence du pays. ■



Dr Khady Diouf

MBOUR

Le chapelet de problèmes du service d'urgence

Il y a quelques mois que l'hôpital de Grand Mbour a été baptisé du nom du saint homme Thierno Mansour Barro. Un établissement public de santé qui polarise tout un département riche de 16 communes. Toutefois, son service des urgences n'est pas le meilleur de tous, ou du moins, ce service ne reflète pas la grandeur de la structure sanitaire, tant sur le plan des infrastructures que sur celui de la représentativité.



■ IDRISSE AMINATA NIANG (MBOUR)

Le service des urgences de l'hôpital Thierno Mansour Barro est dans une situation inquiétante. Ce service, dirigé par le Dr Khoudousse Mama et installé dans un hôpital de niveau 1, dessert toute la population du département estimée à un peu plus de 800 000 habitants. Cependant, les conditions de travail assez particulières ne laissent pas de marbre les agents de santé y officiant. Déjà installé dans des locaux inadéquats, sa superficie pose problème dans le fonctionnement correct du service. Le chef du service explique : “C'est un service qui est très petit, parce que ce sont les anciens locaux du service de pédiatrie que nous avons récupérés pour avoir un service d'urgence. Jusqu'en 2016, il n'y avait pas de service d'urgence, en réalité. Les urgences étaient le grand hall de la chirurgie qui servait de service d'urgence. Donc, ce bâtiment qui est l'ancien bâtiment de la pédiatrie a été récupéré pour des urgences et c'est un bâtiment qui est assez exigu, très étroit.”

“Mais, précise le docteur, c'est au moins un service individualisé par rapport aux urgences, déjà. Cela nous permet de prendre le malade, en respectant quand même un tout petit peu au moins son intimité. A en croire le spécialiste en imagerie et échographique et interventionnel, “c'est une unité, sinon un service qui compte environ 14 lits dont un lit chaud. C'est-à-dire : les deux réanimations avec scoop de monitoring qui permet de surveiller les fonctions vitales du malade, c'est juste ça”.

Sur le plan de l'organisation du service, “c'est fait de telle sorte qu'on a pu trouver un endroit où le tri des malades se fait, trois box de consul-

tation pour les médecins et une salle dédiée aux traumatismes avec quatre lits, une salle dédiée aux pathologies pour les urgences médicales qui ne sont pas des urgences vitales et la salle sauve qui est la salle des urgences vitales où on a les lits chauds. C'est une salle qui a quatre lits fonctionnels, dont un lit chaud. Maintenant, le restant du bâtiment est constitué par un bureau partagé par le médecin-chef et tous les étudiants. Il y a un de ces bureaux qui est celui de la secrétaire et en même temps celui du major de service et finalement une troisième salle qui est la salle de garde de tous les infirmiers. Un petit box de décontamination du matériel réutilisable, des toilettes personnelles peu fonctionnelles et des toilettes malades fonctionnelles de façon très limitée. Un couloir très étroit qui sépare l'aile gauche de l'aile droite du bâtiment, une porte d'entrée et une porte de sortie de chaque côté du couloir. L'entrée du Sau à une porte qui est quasiment totalement démontée, une porte en aluminium qui ne facilite pas du tout l'accès au service, surtout pour les malades qui sont sur des chaises roulantes”, décrit-il.

Il ajoute que le service fonctionne grâce, en partie, à l'aide de partenaires. “Il faut savoir que, depuis quatre ans, nous sommes accompagnés par un partenaire. C'est l'armée espagnole qui nous a aidés, pendant quatre ans, à obtenir du matériel. Assez fréquemment, du matériel un peu lourd dont l'autoclave des tables que nous utilisons pour stériliser le matériel déjà utilisé. Ils nous ont fourni un paravent, un scoop de monitoring, un défibrillateur. Et, chaque fois, ils nous aident avec des masques, et le petit matériel d'utilisation courante”, a expliqué Khoudousse Mama.

Il poursuit : “Comme vous le savez, nous sommes actuellement dans un contexte assez particulier au Sénégal où tous les événements qui se sont passés dans les différents hôpitaux, dans les différentes régions ont montré une insuffisance... L'insécurité qui règne dans toutes les structures de santé, puisqu'aucune d'elles n'est aux normes, apparemment. Dans les régions, vraiment aucune. Donc, je pense que le problème des urgences est capital et vital dans la prise en charge des malades, parce que c'est la porte d'entrée, c'est la porte-vitrine. On parle des services d'accueil des urgences. Donc, je pense qu'il y a un grand travail à faire, aussi bien par l'État, avec tous ses dénombrements, pour pouvoir permettre de mettre aux normes nos différentes structures. Il faut que les gens sachent qu'un service d'urgence, dans un hôpital, s'il fonctionne mal, l'hôpital va mal fonctionner ; s'il fonctionne bien, l'hôpital fonctionne bien”, soutient le chef du Service d'accueil et des urgences de l'hôpital Thierno Mansour Barro.

Dans la foulée, il assure que si les normes étaient respectées, cela permettrait de sauver encore plus de vies qu'on en sauve actuellement. “Mais, se désolait-il, c'est une organisation qui est bloquée par le manque de personnel. On a très peu d'infirmiers, très peu d'assistants infirmiers, pour pouvoir couvrir le système des trois ou quatre temps, pas suffisamment de médecins pour pouvoir prendre en charge et superviser les soins, pas de matériel adéquat. Des fois, la pharmacie, pour les médicaments, ne suit pas, parce qu'au niveau central et au niveau national même, ils sont en manque. On a des difficultés pour la prise en charge de certains malades qui n'ont pas les moyens financiers pour subvenir à leurs besoins, par rapport au coût de leurs ordonnances pour les acheter”, renseigne-t-il.

Et de renseigner : “Si un malade doit être hospitalisé dans un service de médecine, de chirurgie ou de réanimation et que ces services sont pleins, forcément, le malade risque de durer au niveau des urgences. Ce qui, dans tous les cas, n'est pas l'idéal.” Pour lui, “c'est tout un système qui est à revoir par rapport à la desserte du malade, parce que si un service d'urgence est performant et qu'il y a le personnel qu'il faut, le matériel qu'il faut, le nombre de places qu'il faut, les infrastructures nécessaires pour le service des urgences, il faut, derrière, une bonne desserte pour que le service d'hospitalisation soit performant en termes de prise en charge de ces malades”. ■

AFRIQUE/MONDE

DICTATURES AU MALI, BURKINA FASO ET EN GUINÉE

Les trois casse-tête de la CEDEAO

La Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est réunie en session extraordinaire, le 4 juin 2022 à Accra, en République du Ghana, sous la présidence de SEM Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana et Président en exercice de la Conférence. Cette session extraordinaire a été convoquée dans le but d'examiner les récentes évolutions politiques intervenues au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, depuis le dernier Sommet extraordinaire tenu le 25 mars 2022 à Accra.

À la suite d'examens sur les différents rapports relatifs à la situation au Mali, au Burkina et en Guinée, plusieurs décisions, sur la base des recommandations, ont été prises concernant ces États. Pour le cas assez particulier du Mali, la Conférence a d'abord salué les “efforts déployés par le médiateur de la CEDEAO en vue de l'obtention d'un chronogramme acceptable et propre à assurer un retour rapide à l'ordre constitutionnel”, conformément aux protocoles et aux décisions de la CEDEAO et de l'Union africaine. Elle a, par ailleurs, exhorté le médiateur au Mali à poursuivre ses efforts, en vue de conclure les pourparlers avec les autorités de la transition.

Toutefois, les sanctions imposées depuis janvier, elles, demeurent.

In fine, pour le cas malien, la Conférence compte “poursuivre le dialogue dans le but de parvenir à un accord devant permettre la levée progressive des sanctions”, à mesure que les étapes du chronogramme de transition sont réalisées.

Le Burkina Faso au bord du gouffre alimentaire

Concernant le Burkina Faso, sur le plan sécuritaire, la Conférence a pris note des efforts déployés par le Burkina Faso, malgré les nombreux défis auxquels il est confronté, pour “reconquérir certaines localités, permettant ainsi le retour d'une partie des personnes déplacées internes et la réouverture de certaines écoles”, comme le renseigne le communiqué de l'organisation sous-régionale. À cet égard, la Conférence encourage les autorités de transition à maintenir la dynamique engagée en vue de renforcer la sécurité dans le pays.

Le Burkina est aussi en proie à une situation humanitaire qui ne cesse de se dégrader. Par rapport à celle-ci, la Conférence exprime sa “vive préoccupation face à cette détérioration, en comparaison avec celle observée lors de la mission effectuée par la CEDEAO dans le pays en avril 2022. Pour éviter le pire, elle appelle la “communauté internationale à renforcer son aide humanitaire dans ce pays.”

Dans un autre registre, la Conférence salue la décision ayant permis à l'ancien président Kaboré de “regagner son domicile et insiste pour qu'il bénéficie d'une liberté totale”. Dans cette même foulée, “elle réitère sa préoccupation concernant la durée de la période de transition fixée à 36 mois par les autorités du Burkina”, comme indiqué dans son communiqué du 25

mars 2022.

Partant, et conformément à la décision du Sommet extraordinaire du 3 février 2022, la Conférence a décidé de maintenir la “suspension du Burkina Faso de toutes les instances de la CEDEAO jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel”. Enfin, elle souhaite “la finalisation d'un chronogramme de transition acceptable”. Cette attitude témoigne de la volonté de la conférence de poursuivre les discussions avec les autorités burkinabé sur la transition, afin de parvenir à un accord. Il faut signaler que cette même exigence a été formulée à l'égard du Mali et de la Guinée.

Par ailleurs, toujours sur le Burkina, la Conférence décide de nommer SE Mahamadou Issoufou, ancien Président de la République du Niger, en qualité de Médiateur de la CEDEAO pour le Burkina Faso, afin de faciliter le dialogue avec l'ensemble des parties prenantes.

Guinée, la “tension sociopolitique” inquiète

Concernant la Guinée, la Conférence exprime sa vive préoccupation, face à la détérioration de la situation sociopolitique dans ce pays, du fait, notamment, de l'absence d'un “cadre de dialogue approprié entre le gouvernement et les acteurs politiques et de la société civile”. À l'instar du Burkina Faso, la Conférence reste également préoccupée par la durée de la période de transition de 36 mois annoncée par les autorités guinéennes.

En conséquence, elle demande la finalisation d'un chronogramme de transition acceptable.

Le gouvernement guinéen est aussi invité à mettre en place un “cadre de dialogue approprié avec les acteurs politiques et de la société civile”, afin de faire baisser la “tension sociopolitique et favoriser une transition pacifique”.

Autre point, non moins important, la CEDEAO attend des autorités guinéennes de “veiller au respect des droits humains de tous les citoyens guinéens et de s'abstenir de tout acte arbitraire contribuant à remettre en cause l'État de droit dans le pays”. La Conférence décide d'examiner la situation de la Guinée, lors de son prochain Sommet ordinaire du 3 juillet 2022. Cette même conclusion a été retenue vis-à-vis de ce qui se passe et au Mali et au Burkina Faso.

Ont pris part à ce Sommet extraordinaire les présidents du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Togo, pour ne citer qu'eux. ■

POPENGUINE 2022 - MONSEIGNEUR BENJAMIN NDIAYE À ANTOINE FÉLIX DIOME

“Que le scrutin se déroule dans la paix et en toute transparence”

Le pèlerinage marial de Popenguine a encore drainé des milliers de fidèles qui avaient la nostalgie, d'effectuer le voyage pour communier avec la Vierge Marie. Une occasion pour le clergé de livrer le message de la paix en vue des élections législatives prévues le 31 juillet prochain. Monseigneur Benjamin Ndiaye n'a pas raté l'occasion de rappeler la nécessité de sauvegarder la paix et la stabilité du pays.

IDRISSA AMINATA NIANG (MBOUR)

L'archevêque de Dakar n'a pas manqué l'occasion de la cérémonie officielle de la 134e édition du pèlerinage marial de Popenguine, qui s'est tenue hier, pour rappeler à l'ordre et alerter les fidèles sur le nécessaire maintien de la paix et de la stabilité du Sénégal.

En effet, monseigneur Benjamin Ndiaye a indiqué que “ces élections législatives feront encore appel à notre sens du devoir civique et à notre responsabilité personnelle et collective”. Ainsi, rappelle-t-il, vu que “le 31 juillet prochain, nos concitoyens sont appelés à élire les députés qui les représenteront à l'Assemblée nationale où ils seront porteurs non seulement des préoccupations de tous leurs électeurs, mais aussi de tous leurs concitoyens, ces élections législatives feront encore appel à notre sens du devoir civique et à notre responsabilité personnelle et collective”.



De ce fait, ajoute Mgr Ndiaye, “conscient qu'il nous appartient, concitoyens responsables, de consolider notre démocratie par la qualité de nos paroles et de nos actes, nous devons tout faire pour que la raison l'emporte sur la passion, dans le res-

pect du bien commun, et que le scrutin se déroule dans la paix et en toute transparence”.

Sur cette lancée, et s'adressant au ministre de l'Intérieur Antoine Félix Diome venu représenter le gouvernement à cette cérémonie, l'archevêque

est revenu sur les rejets de listes de candidatures tous azimuts pour illustrer le besoin de formation des acteurs politiques et de leurs suivants.

Ainsi, assène-t-il, “pardonnez-moi, Monsieur le Ministre, je parle en profane ; je ne comprends pas qu'il soit si compliqué de dresser des listes électorales qui répondent aux normes édictées. Faudrait-il alors, comme on dit, un renforcement de capacités au niveau des partis et des coalitions, pour éviter des erreurs qui pourraient porter préjudice à la libre expression démocratique. Or, n'est-ce pas cette expression démocratique est la visée essentielle pour mieux garantir la paix et la concorde nationales”.

“La pandémie de la Covid-19 nous a enseigné le moyen de notre épanouissement”

Par ailleurs, il a renouvelé l'expression de la tristesse du clergé suite aux drames qui se sont déroulés récemment dans le pays. Aussi, il fustige la violence notée ces derniers

temps. “Devant la recrudescence de la violence de toutes sortes d'agression et de meurtre et même de suicides, nous rappelons que nous tenons notre vie de Dieu seul. 'Tu ne tueras pas'. Et pour illustrer le commandement divin, un chant liturgique proclame que tout homme est une histoire sainte et l'homme est à l'image de Dieu”, enseigne-t-il.

Pour lui, notre pays s'honore d'avoir une devise magnifique : “Un peuple, un but et une foi.” D'ailleurs, “le trophée que nous a rapporté la victoire finale de notre équipe nationale de football à la dernière Can, nous a montré le bienfait de vivre ensemble et de se mettre au service commun en sport et en bien d'autres domaines en toute solidarité, pour mieux répondre à de nombreux défis de notre nation pour conserver les flambeaux que nous ont légués les anciens. Nous formons une famille humaine voulue par le Créateur. C'est Dieu qui a voulu la source de notre être que nous sommes unis les uns aux autres comme un peuple de frères, au-delà de nos différences individuelles et communautaires. Notre fraternité humaine interpelle notre capacité à élargir notre cercle pour rejoindre l'autre”, a prêché l'homme d'Église.

Dans ce sens, assure-t-il, “la pandémie de la Covid-19 nous a enseigné le moyen de notre épanouissement, car personne n'est protégé et c'est ensemble que nous bâtissons notre Nation. Le thème choisi ‘L'amour familial et vocation, chemin de sainteté’ nous conforme dans cet engagement pour le bien de tous”. ■

HOMÉLIE DE MONSEIGNEUR MARTIN BOUCAR TINE

Un message de sagesse, de persévérance et de sainteté

Le 134e pèlerinage marial de Popenguine s'est déroulé ce weekend. Placé sous le thème “L'amour familial : vocation et chemin de sainteté”, cette première édition, après deux années de suspension due à la présence de la pandémie de Covid-19, a drainé des milliers de fidèles sur la terre de Popenguine. Cette année, l'homélie prononcée par l'évêque de Kaolack a rappelé aux fidèles qui ont fait le déplacement la voie à suivre pour le maintien de la paix dans les familles.

I.A. NIANG (MBOUR)

L'homélie de la 134e édition du pèlerinage marial de Popenguine a été prononcée cette année par l'évêque du diocèse de Kaolack. Monseigneur Martin Boucar Tine a prêché devant des milliers de fidèles. Son sermon a été une leçon de vie dans le contexte actuel marqué par plusieurs cas de violence, mais également un certain nombre de comportements qui ont fini de transformer radicalement le visage des Sénégalais et de leurs familles. Pour lui, “les gens sont trop pressés de réussir dans la vie. Les jeunes veulent tous réussir, avoir beaucoup d'argent, sans réfléchir à comment y arriver”, s'est-il d'emblée interrogé. Avant de continuer : “Dans l'Empire romain, l'enfant avait patienté jusqu'au moment où avait commencé ce qu'on appelle la mission divine. Une mission qui va le conduire à la crucifixion.”

Dans cette mouvance, monseigneur Martin Boucar Tine fait savoir que “nos familles doivent être davantage de petites églises domestiques où Dieu est présent en apprenant à vivre la petite nouvelle de l'Évangile. Jésus répond qu'il doit être à la maison du Père, mais, il descend avec eux dans le quotidien de Nazareth et il leur était soumis”.

À l'en croire, “l'enfant avait écouté les conseils de son père Joseph et de sa mère Marie. C'est là, dans le quotidien de Nazareth, qu'il va apprendre de ses parents et de son entourage l'art d'être homme. Il regarde sa mère tendre et forte, mais jamais passive, avoir un comportement offensif. Marie n'a jamais croisé les bras et laissé son mari tout faire. Marie et Joseph ressemblent tellement à la nôtre ; une famille n'est pas un idéal, mais réel. La vie de Joseph et de Marie ressemble à tant de parents, à la nôtre. Marie et Joseph n'ont jamais reçu de Dieu un

SMS, une télécopie ou un courrier électronique. Dieu n'a pas fait le travail à la place des parents. Ils (Marie et Joseph) ont dû fuir en Égypte et endurer”, a rappelé l'évêque.

Parents permissifs et laxistes

Posant un regard critique sur le quotidien des familles sénégalaises, Mgr Tine s'est offusqué du comportement de certains parents que les vicissitudes de la vie ont poussé à fuir leurs responsabilités devant leur progéniture. “Malheureusement, on entend aujourd'hui des parents dire : ‘Nous n'y pouvons rien.’ Nous devons éviter de fuir nos responsabilités, parce que Marie et Joseph n'avaient pas fui la leur. La Sainte Famille n'est pas sainte, parce que Marie et Joseph n'ont jamais eu de problème. La Sainte Famille est sainte, parce qu'au milieu des épreuves, ils ont toujours mis leur amour envers Dieu et ont toujours fait de leur mieux, sachant que Dieu fera



“Nous sommes appelés à la sagesse et non à la médiocrité”

Il assure donc que “la sainteté n'est pas réservée à une catégorie de gens ; elle est pour tous. La sainteté est synonyme de bonheur. Nous sommes appelés à la sagesse et non à la médiocrité. La voie est une voie ordinaire parsemée de virages, de nids-de-poule. C'est notre quotidien pour attirer notre endurance”.

Il a invité les milliers de chrétiens venus des quatre coins du Sénégal et au-delà, de respecter les deniers publics et d'éviter la violence sous toutes ses formes, ainsi que le mensonge. “Le combat contre le mensonge doit être de mise, car on passe tout le temps à mentir. De même que le combat contre la corruption et le culte rendu à Dieu Argent, le combat contre la violence verbale, physique et morale, quel que soit le niveau social, politique ou religieux. La violence est toujours de trop. Il n'y a pas un jour où l'on ouvre les médias sans pour autant qu'on parle de meurtre. Chacun doit jouer son rôle qui est de s'attaquer aux causes qui ne sont rien que dans nos cœurs”, prône-t-il.

Pour le prélat, “aujourd'hui, nous copions les enfants rois, car nous avons copié les autres. Nous devons maintenir notre éducation traditionnelle, je ne dis pas de tabasser, mais de conseiller”, indique l'évêque. “Marche sur le droit chemin comme autorité et sers ton peuple sans chercher la gloire mondaine. Ne cherche pas une sanctification par procuration, car elle n'existe pas, elle est unique. Cherche à te conduire d'une manière digne de la vocation, dans l'humilité, l'amour”, conseille-t-il. ■

Au chevet des migrants de retour et des émigrés des potentiels migrants et leurs communautés



À travers le triptyque assistance, protection et promotion, la Direction générale d'appui aux Sénégalais de l'extérieur (DGASE) prend en charge les préoccupations des Sénégalais de l'extérieur. Ainsi, cette structure opérationnelle du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur (MAESE) "porte assistance, en cas de besoin, aux Sénégalais de l'extérieur dans les pays d'accueil ; apporte une protection aux Sénégalais établis à l'étranger, en particulier ceux en situation de détresse ; facilite l'accès au logement et la promotion de leurs projets d'investissement ; encourage et accompagne les initiatives visant leurs regroupements et le développement de leurs régions d'origine ; développe des mécanismes permettant leur réintégration économique, sociale et culturelle ; promeut les Sénégalais de l'extérieur à travers différentes initiatives dans les pays d'accueil et au Sénégal", renseigne un document de présentation de cette structure.

La DGASE, dirigée par Son Excellence Ambassadeur Amadou François Gaye, est composée de deux directions que sont la Direction de l'assistance de la protection des Sénégalais de l'extérieur (DAPSE) et la Direction de l'Appui à l'investissement et aux projets (DAIP). Cette dernière est chargée de "promouvoir les projets d'investissement des Sénégalais de l'extérieur, d'appuyer, de conseiller, d'informer et d'orienter les Sénégalais de l'extérieur investisseurs, d'enregistrer et de présélectionner les dossiers de projet soumis au financement du Faise, d'élaborer les statistiques des projets reçus et des projets financés, d'assurer le suivi-évaluation des projets financés, de faciliter l'accès au logement pour les Sénégalais de l'extérieur", explique-t-on.

La Direction de l'assistance de la protection des Sénégalais de l'extérieur (DAPSE), quant à elle, veille à "l'amélioration de l'assistance, de l'accueil, de l'information et de l'orientation des Sénégalais de l'extérieur, au respect des intérêts des Sénégalais de l'extérieur et à leur protection dans leurs pays d'accueil, à l'assistance des Sénégalais de l'extérieur en situation de détresse dans les pays d'accueil, le rapatriement humanitaire et l'accompagnement des rapatriements de dépouilles mortelles, à la promotion des Sénégalais de l'extérieur et valorisation socioculturelle à travers différentes initiatives". Cette direction dispose, dans ce sens, de bureaux d'accueil, d'orientation et de suivi des migrants (Baos). Son personnel travaille à l'amélioration de l'accueil, à la mise à disposition de l'Information et du suivi des actions des migrants de retour, des potentiels candidats au départ, ainsi que leurs familles.

Ces bureaux sont présents dans les 14 régions du Sénégal, ainsi qu'à l'aéroport international Blaise Diagne de Diass. Ce qui permet d'assurer la proximité du MAESE (Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur) avec les migrants et leurs familles, ainsi que les populations potentiellement migrantes, dans l'optique d'une meilleure gestion des dynamiques du phénomène migratoire.

Les Baos ou la territorialisation de la politique migratoire

Il faut souligner que la mise en place des Baos entre dans le cadre du projet Gauthier migration et développement (GMD) financé par l'Union européenne, à travers les fonds fiduciaires d'urgences pour l'Afrique. Le projet est mis en œuvre conjointement avec la coopération espagnole (AECID). "Il s'agit, explique-t-on, d'appuyer la DGASE à installer des Baos qui sont des dispositifs territoriaux de gestion de la politique migratoire, au service des migrants, des potentiels migrants et de leurs familles dans les 14 régions du Sénégal, avec comme missions : d'accompagner la réintégration socioéconomique des migrants de retour (accueil, assistance, orientation et suivi) ; d'informer sur les opportunités de formation, d'investissements et d'emplois, d'informer sur les conditions d'une migration sûre, ordonnée et régulière, d'informer et sensibiliser les potentiels migrants et leurs familles sur les dangers de la migration irrégulière, d'orienter les porteurs de projet vers les filières porteuses de la localité et les créneaux de financement, d'accompagner, de renforcer les capacités et de suivre les porteurs de projet, de promouvoir la région comme destination attractive pour l'investissement et la réinstallation".

C'est pourquoi, dans le cadre du déroulement des activités du projet, il est prévu, pour l'année 2022, des opportunités de subventions d'un montant d'un milliard. Cette enveloppe ira aux porteurs de projet en aquaculture (pisciculture), en services (kiosque multimédia ou multiservice) en aviculture (embouche bovine), en agriculture (maraîchage), en artisanat, en restauration et en couture.

Il y a également les fonds nationaux sur les activités en lien avec la migration et le développement qui concernent les études et recherches sur la migration, le développement et la recherche d'actions, les activités de sensibilisation, la formation et le renforcement de compétences, les projets communautaires, ainsi que l'offre de services.

Les habitants des 45 départements du pays peuvent soumettre leurs projets, recueillir toutes les informations adaptées à leurs besoins ... dans les Espaces Sénégal Services de l'ADIE grâce à une convention entre la DGASE et Sénégal Numérique SA.

En outre, la DGASE travaille en partenariat avec les collectivités administratives et territoriales (régionales et départementales), les agences régionales de développement (ARD), les pôles emplois Sénégal services, les organisations de la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers PTF, les guides religieux et coutumiers, les migrants de retour, les potentiels candidats à la migration, les Sénégalais résidents à l'étranger, les communautés d'origine des migrants, etc.

En somme, le programme Gouvernance, migration et développement, financé par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, "a pour objectif de renforcer la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en vue d'améliorer la synergie migration et développement, à travers des initiatives soutenant le renforcement des capacités institutionnelles des structures chargées de la migration. Pour accompagner le processus de la politique de territorialisation de l'État du Sénégal, le projet "GMD" est présent dans les 14 régions du Sénégal à travers les Baos (Bureau d'accueil, d'orientation et de suivi) dirigés par des responsables Baos (au niveau de chaque région et hébergés dans les agences régionales de développement).



Ce dispositif installé dans les capitales régionales est renforcé par le déploiement de 35 points focaux affectés dans les départements du Sénégal, dont 32 logés dans les espaces Sénégal services et trois en service au niveau de l'AIBD. Les principales missions des Baos sont d'accueillir, d'informer, d'orienter, d'accompagner, de suivre les migrants de retour, les potentiels migrants (jeunes-femmes) dans le cadre de leurs besoins en investissement productif, en formation, en documents administratifs. Une cartographie des opportunités relatives à ces besoins est dressée, en rapport avec les collectivités territoriales, ainsi que d'autres structures.

Un appui financier à travers des fonds régionaux et nationaux est prévu au profit de migrants de retour, de potentiels migrants – de couches vulnérables (jeunes-femmes), d’organisations, d’associations civiles de migrants et de leurs familles présentes au Sénégal pour contribuer au processus d’intégration, d’insertion, de réinsertion. Cet appui sous forme de subvention est destiné à la réalisation de projets productifs (économiques) et de projets orientés vers des études, sur l’accompagnement en matière de formation, de sensibilisation, d’appuis, de conseils, etc., sur les questions en rapport à la migration et le développement”.

La DGASE avec vous, partout, pour vous !



INFRASTRUCTURES

Premiers signes inquiétants au stade Abdoulaye Wade

La victoire (3-1) de l'équipe nationale du Sénégal contre celle du Bénin, samedi, en éliminatoires de la Can 2023 a été assombrie par l'état de la pelouse du stade Abdoulaye Wade, inauguré en grandes pompes, le 22 février dernier, par le président de la République, Macky Sall.

Ce joyau qui a tellement impressionné les hôtes de marque, dont le président de la Fifa Gianni Infantino qui l'a qualifié d'enceinte de niveau mondial, a montré samedi des signes inquiétants de mauvais entretien. Des images affligeantes de mauvais entretien de la pelouse étaient perceptibles à vue d'œil du haut de la tribune et l'effet était encore plus désastreux sur les images de la télévision.

Ainsi, cette enceinte qui a failli abriter la finale de la Ligue des champions joué lundi 30 mai au Complexe Mohamed V de Casablanca (Maroc), donne déjà des signes de fatigue, quelques semaines seulement après son inauguration et la tenue de deux matchs. Le stade a abrité une rencontre de gala à son inauguration le 22 février et le match de barrage retour de la coupe du monde 2022 entre le Sénégal et



l'Egypte du 29 mars dernier. Le Stade Abdoulaye Wade, qui a permis au Sénégal de pouvoir être éligible parmi les pays pouvant abriter les grands événements du football mondial, est en passe de se faire déclasser, parce qu'en plus de la qualité de l'aire de jeu, il y a eu un souci dans la fourniture de l'électricité durant le match.

L'arbitre a été obligé, à un certain moment, d'interrompre la rencontre et de couper ainsi l'élan des Lions qui menaient par 2-0 et semblaient en mesure de réaliser un véritable triomphe. Si on sait que les meilleures rencontres se jouent en nocturne pour permettre aux joueurs de profiter des températures plus douces, on voit nettement poindre les dangers qui pourraient remettre en cause les ambitions de faire du Sénégal un nouvel hub sportif pouvant accueillir les grands matchs et les plus grandes équipes.

Last but not the least, les journalistes en tribune de presse ont été obligés de se transformer en techniciens de surface avant de prendre possession de leur lieu de travail comme si depuis le match contre l'Egypte, cet espace n'avait plus vu passer personne. Pour ce stade qui a coûté 156 milliards de francs et est doté d'une centrale solaire d'une puissance de 2 mégawatts qui, selon ses responsables, le rend "quasi autonome en électricité", on peut s'attendre à beaucoup mieux en terme d'entretien.

Le match de mardi contre le Rwanda qui a préféré délocaliser sa rencontre contre le Sénégal sur ce terrain tant vanté et dont un modèle sera érigé à Kigali dans sa capitale, permettra d'avoir une idée sur les changements apportés par ses gestionnaires. L'enjeu est de taille pour une éventuelle candidature du Sénégal pour accueillir la Supercoupe d'Afrique devant mettre aux prises le vainqueur de la Ligue africaine des champions, le Wydad de Casablanca, à l'équipe ayant gagné la Coupe de la CAF, la RS Berkane. Il ne faut pas, non plus, perdre de vue la quête de sparring-partners de niveau mondial souhaitant se mesurer aux Lions dans leur préparation à la Coupe du monde 2022.

Interrogé sur cette plainte sur le mauvais état de la pelouse à la fin de la rencontre Sénégal-Bénin (3-1), le ministre des Sports Matar Bâ a tenu à rassurer. "Maintenant, [concernant] la polémique sur la pelouse, cela ne surprend personne. Il faut dire les choses comme telles : ce genre de stade, nous n'avons pas l'habitude d'en avoir. Alors, où que nous pourrions aller pour trouver une expertise, nous irons la trouver", a-t-il promis. "On ne peut pas certifier de la qualité de la pelouse juste après sa réception. Il faut qu'il y ait des tests, il faut que les matchs s'enchaînent avant que la pelouse ne soit réceptionnée définitivement", a-t-il fait savoir. ■

APS

REVUE TOUT TERRAIN

LIVERPOOL

Mané clame son respect...

Après ses propos étonnants sur son avenir, l'ailier de Liverpool Sadio Mané (30 ans, 34 matchs et 16 buts en Premier League cette saison) a cherché à calmer le jeu. En marge de son triplé contre le Bénin (3-1) avec le Sénégal samedi dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, l'ancien Messin a clamé son respect pour les Reds. "Arrêtez. J'ai parlé hier en rigolant, avec un peu d'humour, et ça a fait le tour du monde. Maintenant, il faut s'arrêter là. On verra ce qui va se passer. Vous savez, je suis sous contrat avec Liverpool. C'est un club que je respecte. Les fans m'ont adopté depuis le premier jour et pour ce qui est de l'avenir, on verra bien", a temporisé Mané pour Canal +.

...Le Bayern recalé

Lié à Liverpool jusqu'en juin 2023, l'ailier Sadio Mané (30 ans, 34 matchs et 16 buts en Premier League cette saison) a visiblement l'intention de quitter le club anglais à l'occasion de ce mercato d'été. Annoncé avec insistance dans les petits papiers du Bayern Munich, l'international sénégalais a fait l'objet d'une première offre du champion d'Allemagne : 29 millions d'euros, dont 4,5 millions d'euros de bonus. Mais d'après les informations du sérieux média britannique The Times, les Reds ont repoussé cette proposition des Bavarois. Si le récent 2e de Premier League ne devrait pas retenir l'ancien Messin contre sa volonté, le natif de Bambali ne sera pas bradé et le Bayern va devoir réaliser un effort financier pour mettre la main sur Mané.

PSG

Diallo pense à un départ



Sous contrat jusqu'en juin 2024 avec le Paris Saint-Germain, le défenseur polyvalent Abdou Diallo (26 ans, 12 matchs en L1 cette saison) ne joue pas assez à son goût sous les couleurs du club de la capitale. A l'approche du mercato d'été, l'international sénégalais envisage ainsi un départ du champion de France. "Je ne sais pas si je vais rester au PSG. Ce qui est sûr, c'est que j'ai envie de jouer donc on verra quelle est la meilleure option", a fait savoir l'ancien Monégasque face à la presse. Recruté pour 32 millions d'euros en provenance du Borussia Dortmund en juillet 2019, Diallo a été annoncé dans le viseur de l'AC Milan l'hiver dernier.

CAN 2023

Mohamed libère l'Egypte sur le fil

A l'occasion de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 dans le Groupe D, l'Egypte l'a emporté dans les derniers instants contre la Guinée (1-0) ce dimanche. Longtemps accrochés, les Pharaons ont finalement trouvé la faille sur le fil grâce à Mohamed (87e). Avec ce succès, Salah et ses partenaires occupent la 2e place de cette poule, à égalité avec le Malawi.

CAMEROUN

Eto'o veut gagner le Mondial 2022...

Le président de la Fédération Camerounaise de Football Samuel Eto'o aborde la Coupe du monde 2022 avec ambition. A quelques mois de la compétition au Qatar, l'ancien attaquant du FC Barcelone croit les Lions Indomptables capables de soulever la trophée. "On va au Qatar pour gagner, a annoncé le dirigeant dans des propos relayés par CFOOT. On entre dans chaque match pour gagner, tout en pensant au Qatar. Les autres n'ont pas fait de la magie. Le rêve n'est pas défendu. Pour nous, vous êtes les meilleurs." Dans le Groupe G au Mondial, le Cameroun affrontera le Brésil, la Serbie et la Suisse.

...La Tunisie et le Ghana en échec

Lors de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, la Tunisie n'a pas été capable de s'imposer au Botswana (0-0) ce dimanche dans le Groupe J. Un résultat décevant pour les Aigles de Carthage, qui restent temporairement en tête de cette poule. Dans le Groupe E, le Ghana a été accroché par la Centrafrique (1-1) avec l'égalisation de Namnganda (41e) en réponse à l'ouverture du score de Kudus (17e). Dans le même temps, l'Angola a été aussi tenu en échec par Madagascar (1-1). Enfin pour le premier match du Groupe D, le Malawi a parfaitement lancé sa campagne en dominant l'Ethiopie (2-1).

MONDIAL 2022

Le Pays de Galles qualifié !

Les Gallois iront au Qatar ! A l'occasion des barrages pour la Coupe du monde

2022, le Pays de Galles a pris le meilleur sur l'Ukraine (1-0) ce dimanche afin de valider son billet pour cette compétition pour la seconde fois de son histoire. Dans une rencontre animée et débridée, les Ukrainiens ont pourtant réalisé une belle entame, mais le gardien Hennessey a réalisé plusieurs parades déterminantes. Et avant la pause, Bale a lancé son pays sur coup-franc en forçant un but contre son camp de Yarmolenko (34e, CSC). Maintenus dans le coup par le portier Bushchan, les hommes d'Oleksandr Petrakov ont énormément poussé en seconde période, mais sont tombés sur un os : un Hennessey XXL et décisif. Dans un contexte difficile avec la guerre en cours, l'Ukraine a affiché un énorme cœur, mais le Pays de Galles a obtenu cette qualification pour rejoindre l'Angleterre, l'Iran et les Etats-Unis dans le Groupe B du Mondial.

MONACO

Leicester se lance pour Diop



Très intéressant sur la première partie de la saison, le milieu offensif de l'AS Monaco Sofiane Diop (21 ans, 30 matchs et 6 buts en L1 cette saison) a disparu du onze de départ du club de la Principauté sous les ordres de l'entraîneur Philippe Clement, nommé en janvier dernier. En réflexion sur son avenir, l'ancien Rennais plaît à Leicester, d'après les

informations du tabloïd britannique The Sun ce dimanche. Sur la demande du manager Brendan Rodgers, les Foxes creusent cette piste et semblent prêts à satisfaire les exigences financières des dirigeants monégasques, qui ont fixé le prix de départ du jeune talent à 23 millions d'euros. De son côté, Diop risque d'être tenté par cette opportunité en Premier League.

LIGUE 1 - 25E JOURNÉE

Le Casa Sport champion du Sénégal

Fin suspense pour la succession de Teungueth FC (7e, 33 pts). Le Casa Sport (47 pts) est devenu champion du Sénégal à la suite du point du nul obtenu sur la pelouse du stade Ngalandou Diouf de Rufisque. C'était le match de passion de service puisque le Casa est devenu champion en tenant en échec Teungueth FC (1-1) pour le compte de la 25e journée. Le club de Ziguinchor renoue avec le titre dix ans parés son premier trophée, en 2012. Les Ziguinchois ont ouvert le score grâce à Lamin Djardju (65e). Les Rufisquois ont remis les pendules à l'heure par Mandoube (86e). Les hommes de Ansou Diadhiou vont fêter le titre à domicile à l'issue de la réception de Guédiawaye FC, au stade Aline Sitoé Diatta pour le compte de la 26e et dernière journée de Ligue 1. Le Ndiambour de Louga (13e, 25 pts), battu par l'AS Pikine (4e, 39 pts), a retrouvé Mbour Petite Côte (14e, 17 pts), battu (0-2) par le Jaraaf (2e, 42pts) pour la relégation en Ligue 2.

Résultats

Dakar Sacré-Cœur - Génération Foot 0-0
Cneps Excellence - Diambars 1-0
Guédiawaye FC - Linguère 1-0
Mbour Petite Côte - Jaraaf 0-2
Ndiambour - AS Pikine 0-1
Teungueth FC - Casa Sport 1-1
US Gorée - AS Douanes 2-0

ÉLIMINATOIRES CAN-2023 - SÉNÉGAL / BÉNIN

Auteur d'un triplé, Sadio Mané efface Henri Camara

L'équipe du Sénégal est leader de la poule L des éliminatoires de la Can 2023, grâce à sa victoire (3-1) contre le Bénin, samedi dernier. Auteur d'un triplé, son premier avec les Lions, au stade Abdoulaye Wade de Diamniadio, Sadio Mané est devenu le meilleur buteur de la sélection sénégalaise, avec 32 réalisations, devant Henri Camara (31 buts).

■ LOUIS GEORGES DIATTA

Le Sénégal a réussi avec autorité sa rentrée dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2023. Les champions d'Afrique en titre ont dominé largement le Bénin, sur le score de 3 buts à 1, ce samedi, au stade du Président Abdoulaye Wade de Diamniadio. Sadio Mané a été encore une fois le grand artisan de cette victoire des Lions. L'attaquant de Liverpool a réalisé un triplé, le premier avec l'équipe du Sénégal.

Très vite, les hommes d'Aliou Cissé ont pris le match en main, dans le 4-3-3-1 mis en place par le coach, avec Edouard Mendy dans le but, l'axe Kalidou Koulibaly et Youssouf Sabaly à droite et Saliou à gauche. Au milieu de terrain, l'entraîneur a apporté des changements avec un entrejeu assez inédit, composé de Nampalys Mendy et Pape Guèye devant la défense et le trio Ismaïla Sarr - Sadio Mané - Pape Matar Sarr. On retrouve Boulaye Dia à la pointe de l'attaque.

À force de subir le match, la

défense béninoise, a craqué et concédé un penalty à la 10e mn. Sadio Mané (12e) a exécuté la sentence en ne laissant aucune chance au portier béninois Allagbe (1-0). Il a fallu dix minutes à la star des Reds pour récidiver. À la suite d'une passe de Nampalys, Mané (22e) s'y prend à deux fois pour tromper Allagbe (2-0). L'ancien Messin a achevé le boulot en seconde période, grâce à un second penalty sur Ismaïla Sarr (60e).

Aliou Cissé : "Un exemple pour toute la jeunesse"

Avec ses 31e et 32e buts (en 89 sélections), Sadio Mané a rattrapé et dépassé Henri Camara au classement des buteurs de la sélection nationale. L'ancien attaquant de Guingamp a inscrit 31 buts en 99 sélections.

Les Écureuils, qui jouaient à 10 depuis la 51e mn (exclusion de D'Almeida), ont réussi à réduire le score (3-1) à deux minutes de la fin du temps réglementaire par Junior Olaitan (88e).

L'attaquant de Liverpool a été pré-

sent durant toute la rencontre, par sa technique et son implication dans le jeu. À la fin du match, le sélectionneur national a fait un témoignage poignant sur les qualités de l'enfant de Bambali. Bien qu'il ait joué la finale de la Ligue des champions, il y a une semaine, Sadio Mané n'a pas rechigné à répondre à l'appel de la nation. Aliou Cissé a salué son "implication, son professionnalisme, son patriotisme".

"Sadio peut en un moment influencer sur tous les joueurs qui sont autour de lui, pour qu'on puisse nous tous hausser notre niveau. Pour tous les garçons qui viennent en équipe nationale, quand on voit Sadio Mané donner le tempo face au Cap-Vert, mettre sa tête où 9 joueurs sur 10 ne le feraient pas, c'est à ce niveau-là qu'on est dans cette équipe nationale. C'est très bien que le Sénégal ait un joueur comme lui. Non seulement footballistiquement très fort, ce qui se fait le mieux dans ce monde, au niveau de l'état d'esprit, c'est quelqu'un d'exceptionnel. Il met toujours en avant l'équipe. De plus, c'est



un véritable patriote", a soutenu Cissé.

À la question de savoir quel discours tient-il à Mané pour qu'il se mette à ce niveau de performance, le coach a indiqué qu'il ne s'agit nullement de ses propos. C'est plutôt, a-t-il assuré, grâce à "ses ambitions". "C'est le travail qu'il fournit tous les jours, toutes les semaines, mois après mois, année après année. C'est un gars pour qui le football est une passion, c'est ce qu'il aime. Il se donne les possibilités d'être performant. C'est un exemple pour toute la

jeunesse qui veut jouer au football. Ils doivent comprendre que le haut niveau demande des sacrifices. Aujourd'hui, Sadio le montre. C'est bien d'avoir des qualités, mais en travaillant encore, on devient un joueur exceptionnel.

C'est un grand joueur capable de jouer sur tout le front de l'attaque. Pour nous, c'était important dans ces systèmes-là, 4-2-3-1, 4-4-2, de l'enlever des côtés et de le mettre beaucoup plus proche des zones décisives où il est capable de dribbler, de faire des passes". ■

ALIOU CISSÉ SUR SÉNÉGAL - BÉNIN

"Il nous manque cet esprit de tuer les matches"

Satisfait de la victoire de son équipe (3-1) face à celle du Bénin, le sélectionneur national a, néanmoins, relevé, en conférence de presse d'après-match, le manque d'efficacité de ses joueurs devant le but adverse. Aliou Cissé a invité les Lions à être plus "tueurs".

■ L.G. DIATTA

"Le contenu n'a pas été mauvais"

"Je suis satisfait de la victoire, parce que c'est toujours important de rentrer dans une phase éliminatoire par une victoire. C'est important pour le moral, pour la confiance aussi. Cela donne un sens à notre travail. Ce fut un match difficile par la préparation. C'est des matches de fin de saison, les joueurs arrivent fatigués. Maintenant, il faut récupérer. Le contenu n'a pas été mauvais. On aurait pu être beaucoup plus efficace devant le but. Chose qu'on n'a pas faite. On va retenir surtout la victoire."

"On continue à bosser dessus"

"Bien qu'on ait marqué trois buts, je retiens notre manque d'efficacité. On s'est créé beaucoup d'opportunités, mais on n'a pas su concrétiser nos occasions. Contre l'Égypte, c'était pareil aussi. Il nous manque cet esprit de 'tuer' les matches, de finir nos actions. Quand je



vois le match, on construit bien le jeu, il y a beaucoup de fluidité, on arrive à venir dans les 30 derniers mètres adverses. Après, à un moment donné, il faut lever la tête, faire cette passe pour que son coéquipier marque. On continue à bosser

là-dessus. On peut encore progresser et je crois qu'on a de bons attaquants. Il suffit juste qu'ils soient concentrés pour marquer davantage."

"Gana a eu un problème de dos"

"Il a eu problème de dos durant la semaine. Donc, n'a pas voulu forcer. On a préféré le mettre sur le banc. On le suit en espérant que contre le Rwanda, ce sera bon. Le fait qu'il soit rentré cinq, dix minutes, c'est bon pour son mental. Il est très heureux d'être avec nous."

"Satisfait du milieu de terrain"

"Pape Matar a fait un très bon match. Excentré droit, capable de jouer à l'intérieur. J'ai beaucoup aimé sa mobilité et surtout sa complémentarité avec Sabaly. Quand il était à l'intérieur, Sabaly était beaucoup plus large. Quand Youssouf était beaucoup plus bas, Pape Matar était plus à l'extérieur. Avec Boulaye Dia en appui, on a vu des combinaisons intéressantes sur le côté droit. Au milieu, nous avons de très bons joueurs, que ce

MOUSSA LATOUNDJI (COACH DU BÉNIN)

"Notre système n'a pas marché face aux champions d'Afrique"

"Je félicite le coach et l'équipe sénégalaise. On a joué contre une équipe qui nous a montré ce qu'une équipe championne d'Afrique pouvait valoir. On a essayé de mettre notre système en place et qui n'a pas marché. Ce n'est pas parce qu'on a peur. Les joueurs étaient vraiment motivés pour jouer ce grand match. On a joué contre une équipe au top niveau avec des joueurs de classe mondiale. Il y a des fautes qu'on ne fait pas. On n'était pas présent dans le match. On avait envie de jouer le ballon. Je leur ai demandé de commencer de derrière. Ils ont essayé, mais il y avait peu de mouvements. Les gens se cachaient derrière. C'est un peu difficile."

SADIO MANÉ SUR SON RECORD

"Je n'étais même pas au courant"

"Le plus important est de gagner le match avec la manière et tant mieux pour moi si j'ai marqué 3 buts. Vous savez, je n'étais même pas au courant. Je l'ai appris en vestiaires. Honnêtement, je suis content et fier de battre le record. D'ailleurs, ils sont faits pour être battus. Mais comme j'ai eu à le dire, Henri reste pour moi une idole. Ce qu'il a fait pour le Sénégal est énorme. C'est un joueur qui nous a fait rêver." ■

soit Pape Guèye, Nampalys Mendy, Idrissa Gana Guèye, Moustapha Name. C'est très bien pour l'équipe. Nous allons dans des compétitions très compliquées. Il y aura peut-être en cours de compétition des blessés, des suspendus. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un bon 11 de départ, mais surtout avoir une équipe compétitive où chaque joueur peut rentrer dedans. Dans l'ensemble, le milieu Nampalys Mendy, Pape Guèye et Pape Matar Sarr, on a trouvé beaucoup de fluidité, d'échanges dans le jeu. Et c'est très important. Je suis très satisfait de ce rendement qu'ils ont fait."

Iliman Ndiaye, "le temps de jeu lui fera du baume au cœur"

"Je crois qu'il est très heureux d'être ici. Il avait déjà les yeux très gros depuis le début de la semaine. Il se demandait un tout petit peu où il se trouvait. Je suis satisfait et content de sa prestation. C'est un garçon qui a de la qualité. Il est capable de jouer attaquant, sous l'attaquant, avec une bonne mentalité. Le fait aujourd'hui d'avoir du temps de jeu lui fera du baume au cœur. On va continuer à le suivre." ■



Auchan

- Viande hachée 500g **890^F**
- Palets bretons Auchan 125g **690^F**
- Frites Classic Auchan 1kg **990^F**
- Moutarde Dijon pakfood 350ml **425^F**
- Pâte à tartiner Chocopain 500g **750^F**
- Machine à Laver High One 5kg **139.000^F**

Gagnez un an de courses par jour
avec votre carte de fidélité

Soit **1.000.000 FCFA**

Valable pour les clients possédant la carte de fidélité - Merci de présenter votre carte à chaque passage à la caisse

La Fondation Auchan participe au financement de cantines scolaires dans le département de Rufisque



La Fondation Auchan par le biais de ses collaborateurs au Sénégal a remis un financement de **25.000 euros soit 16. 16 398 750 FCFA** au Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (**GRDR**) le jeudi 19 Mai 2022 à Yenne Dialaw dans le **département de Rufisque**.

Il s'agit d'un financement destiné à aider les élèves de Yenne Dialaw à s'alimenter à l'école. Un projet sur lequel travaille le conseil départemental de Rufisque depuis 2016. Ce financement aura un impact direct sur les 1 750 élèves (âgés de 7 à 18 ans) scolarisés dans les 7 établissements scolaires du département de Rufisque, les producteurs locaux et 20 femmes cuisinières.

Cette initiative entre dans les 3 programmes suivants :

1. Programme Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire ;
2. Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires dans 10 départements vulnérables du Sénégal pour un relèvement social et économique ;
3. Programme national de Cantines scolaires (PNCS).

Pour la Fondation Auchan, ce financement rentre dans ses trois combats :

1. Promouvoir des savoirs et des **savoir-faire alimentaires**
2. Créer du **lien social** par l'alimentation
3. Lutter contre la **malnutrition**

Ce projet, soutenu par l'ensemble des collaborateurs d'Auchan Sénégal, avait participé au concours international organisé par la Fondation Auchan au mois d'avril. Le Sénégal est arrivé en deuxième position derrière la Hongrie.

Il renforce aussi le projet "**éducation pour tous**" qui vise à assurer aux élèves de bonnes conditions d'études en mettant en lien ces trois volets : **renovation d'infrastructures scolaires, santé et alimentation**.

Une journée très riche qui a permis à la délégation d'Auchan d'échanger avec les acteurs impliqués dans ce projet et de visiter la ferme des **quatre chemins**. Une ferme qui produit des fruits et légumes 100% bio pour approvisionner les cantines scolaires. Elle est aussi un levier de formation en **entrepreneuriat agricole** pour les jeunes issus du territoire national.

